

NICARAGUA :
le sabotage
de la bourgeoisie

POLOGNE :
pour la libération
de Zadrozynski

Zurich :
un syndicaliste licencié

Le No 2 Fr. No 227 15 mars 1980 onzième année

La brèche

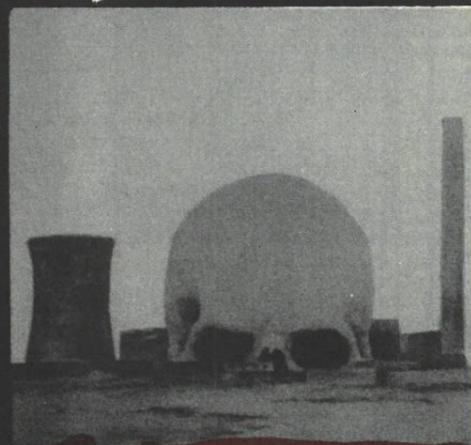
organe bimensuel de la
Ligue Marxiste Révolutionnaire
section suisse de la IV^e Internationale



L'initiative pour des
ateliers publics a abouti
à Bâle !

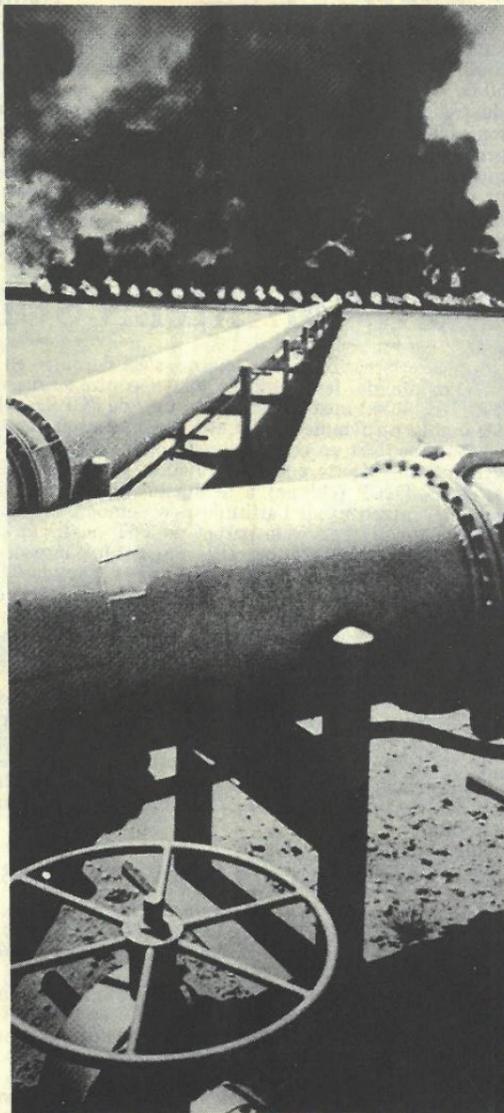


El Salvador : une guerre
civile rampante



Graben - nucléaire :
jamais !

Les "marines" à Oman ? LA GUERRE POUR LE PETROLE



LA MOBILISATION ANTI-GUERRE AUX E.-U. COMMENCE !

Sommaire

EDITO : pour un plat de lentilles Revenus et fortunes en Suisse : les statistiques cachent les gros capitalistes	3
SOCIAL	
Des milliers de chiffres pour mieux comprendre la réalité des travailleurs Zurich : un syndicaliste licencié	4
Bâle : l'initiative pour une formation professionnelle pour tous a abouti	5
ANTINUCLEAIRE	
Graben-nucléaire, jamais ! la campagne d'opposition a débuté	8
Contrôler les FMB	8
DOSSIER	
Un an après la chute du chah : nouvelle guerre impérialiste pour le pétrole ?	6-7
INTERNATIONAL	
YOUgoslavie : autogestion ouvrière et inégalités sociales	9
POLOGNE : pour la libération de Zadrozynski	9
AFGHANISTAN : les fruits pourris d'une politique bureaucratique	10
ZIMBABWE : raz-de-marée électoral contre le régime raciste	10
NICARAGUA : le sabotage de la bourgeoisie	10
EL SALVADOR : une guerre civile rampante	11
IRAN : les crimes du chah interview d'étudiants islamiques	12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte :	fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte :	fr. 45.-
une année, enveloppe fermée :	fr. 55.-
une année, étranger (Europe) :	fr. 80.-
Outre-mer : prendre contact avec nous	
abonnement de soutien :	fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

SI NOS ACTIVITES ET NOTRE POLITIQUE VOUS INTERESSENT :

PRENEZ CONTACT

LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE Section suisse de la IV^e Internationale

case postale 13, 2 500 Bienne 4	(032) 22 95 47
case postale 829, 2 301 La Chaux de Fonds	
case postale 59, 2 800 Delémont 1	
case postale 28, 1 700 Fribourg 6	
case postale 858, 1 211 Genève 3	(022) 20 68 02
case postale 592, 1 000 Lausanne 17	(021) 23 05 91
case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2	(038) 24 25 23
casella postale 225, 6 901 Lugano	

NICARAGUA : CAMPAGNE POUR L'ALPHABETISATION DANS LES ECOLES GENEVOISES

Une coordination apprentis-collégiens-étudiants pour l'alphabétisation au Nicaragua s'est formée dans les collèges genevois. La Taupe, cercle des jeunes de la LMR, appuie activement cette initiative. La coordination a sorti un document qu'on peut obtenir à la Librairie La Taupe, 22 rue Saint-Léger, 1 204 Genève. La coordination mène une campagne d'information, une collecte financière et une récolte de signatures pour que le Grand Conseil genevois soutienne financièrement cette action. Objectif : 100 000 francs.

Projection de films, fêtes de solidarité

sont organisés dans les collèges :

lundi 17 mars, 15h.45 à Sismondi (film)
mardi 18 mars à Voltaire (film)
mercredi 19 mars dès 15h.30 à De Saussure (film plus fête)
du 24 au 31 mars à l'Ecole de Culture Générale (film)
mercredi 16 avril à Sismondi (fête)
du 21 au 26 avril, à l'Ecole de Commerce (film).

EN BREF...

CERN (Ge) : nettoyeuses en grève !

Le 9. 2. 1980, la société de nettoyage SINET (1 Tour de l'Île, Genève) a repris l'essentiel du personnel d'une entreprise de Grenoble chargée du nettoyage de certains secteurs du CERN. Les 19 personnes employées, toutes frontalières, sont payées 6,37 fr. de l'heure pour 5 heures par jour (quelques hommes sont à 6,66 fr.). Elles n'ont pas de carte de frontalières bien qu'elles travaillent sur territoire suisse. Le 27 février, une dizaine de nettoyeuses se sont mises en grève : "On nous diminue toujours le nombre d'heures mais le travail à faire reste le même et nous sommes épuisées. Comme le patron ne nous fait pas de carte de frontalière, il peut nous payer moins que le prix normalement pratiqué à Genève, entre 8 et 12 fr." Elles revendiquent 9.- fr. de l'heure, une prime de panier de 6.- fr. par jour, des indemnités de déplacement (le CERN est à l'extérieur de la ville) et la carte frontalière. Elles dénoncent aussi les brutalités subies, le 22 février 80, par une employée qui s'est défendue contre la fouille de son sac par un contremaître, sa réintégration (elle a été licenciée) et le déplacement de ce contremaître sur un autre secteur. Suite à un article de "non grévistes" paru dans "La Suisse", la Fédération des Syndicats Chrétiens, qui soutient la grève, a interrogé certains d'entre eux : "Le patron nous a convoqués et nous a demandé à chacun si nous voulions mettre sur la paille le chef d'équipe, père de deux enfants, qui s'était disputé avec une employée. Il nous a expliqué que si nous ne signions pas, il serait obligé de licencier le chef d'équipe". Le 4 mars, des "négociations" ont eu lieu mais n'ont abouti à aucun résultat, SINET disant que "tout dépend du CERN". SINET se dit prêt à payer 8,50 fr. de l'heure mais avec suppression du transport et des couvertures sociales non obligatoires. Les nettoyeuses maintiennent leurs revendications après une assemblée des grévistes tenue le 5 mars. Pour la solidarité : Fédération des Syndicats Chrétiens, 16 Chaudronniers, 1 204 Genève.

GAY frères (Ge) : patron de choc !

L'an dernier, 2 ouvriers de chez GAY, responsables syndicaux, étaient licenciés. Le 3 mars, le procès du patron contre le recours des ouvriers s'est tenu aux Prud'hommes : une vraie leçon de choses sur les manoeuvres patronales dans l'entreprise, la corruption des petits chefs. Le patron (qui n'est pas syndiqué !) recevait toutes les informations sur l'activité de la FTMH ! Entre temps, il continue la répression :

— octobre 1979, une ouvrière qui a eu un accident de travail et a de la peine à reprendre le travail est licenciée. Elle "ne donne pas satisfaction".

— début 1980, une ouvrière est licenciée pour "son attitude arrogante" et "ses compétences insuffisantes" (en décembre 1979, elle recevait une prime pour bon travail !). Vrai motif : elle était déléguée syndicale FTMH sur le plan cantonal et national.

— 4 mars 1980, une ouvrière est licenciée alors que depuis 18 mois qu'elle travaille elle n'avait eu aucune remarque. Motif : "vous ne cadrez pas dans l'atelier", "il n'y a pas de faits précis, ce sont des choses qui ne s'expliquent pas" ! Cette ouvrière aussi était militante active du syndicat, déléguée à la Commission Nationale femmes de la FTMH !

La FTMH horlogère de Genève, engagée dans la défense de ces travailleurs et travailleuses, en fait une bataille pour les droits syndicaux dans l'entreprise qui doit trouver l'appui de tout le mouvement ouvrier et des organisations de femmes.

Lausanne : patrons contre le chômage ?

Une cinquantaine de patrons lausannois ont créé un comité "pour la sauvegarde de l'emploi"... Ils veulent réintroduire les tarifs préférentiels d'électricité dont ils jouissaient avant la votation de janvier 1979 sur les tarifs SI et menacent sans cela de procéder à des licenciements ! La LMR proteste contre ce chantage et exige, contre toute augmentation des charges fiscales pour les salariés, une taxation plus forte de la richesse.

LE 8 MARS EN SUISSE

La journée internationale des femmes s'est déroulée en particulier sous le signe du droit à l'emploi des femmes et de la lutte contre les discriminations.

A LUCERNE, 3 000 manifestantes à l'appel de l'OFRA, MLF, CISC, LMR, POCH, PdT et commission femmes PSS. Cette manifestation exprime toutes les composantes du mouvement et un certain élargissement de ses thèmes d'action ces derniers temps (maternité, droits égaux, formation professionnelle). La participation des femmes de la FTCP (chimie) à la manifestation en était un signe. Mais l'unité réalisée a été entachée par l'attitude non démocratique de certaines composantes qui s'opposaient à la prise de parole du PdT ou de la LMR. Minorisées dans la préparation de la manifestation, elles ont voulu l'imposer avec des méthodes qui n'ont rien à voir avec un débat démocratique et la solidarité entre femmes dont elles se réclament. Lors de leur prise de parole, elles pouvaient cependant clairement exprimer leurs conceptions différentes.

A GENEVE, 600 à 700 femmes ont suivi débats et spectacles de la journée organisée par de nombreuses femmes, dont des femmes du PS, PdT, LMR, CLI, Femmes en Lutte, ATEES, Commission femmes VPOD, Librairie "L'Inédite", femme chiliennes, journal "Femmes Suisses". On regrette l'absence de la commission femmes CGAS et des femmes du Dispensaire (qui ont préféré passer la journée entre femmes seulement). Une bonne centaine de femmes ont suivi les débats, qui ont débouché sur l'appel ci-dessous et même la constitution d'un groupe femmes immigrées. 400 personnes au débat sur les droits égaux et les discriminations où il a beaucoup été question du rôle des syndicats et du contrôle des usagers sur le choix des méthodes à la maternité.

Voici l'appel adopté à cette journée :

APPEL POUR UN MOUVEMENT DES FEMMES

Les femmes gagnent 1/3 de moins que les hommes. Les travailleuses sont discriminées dans l'AVS. Elles sont licenciées quand elles sont enceintes. Elles sont discriminées dans la formation. Elles n'ont pas droit à une maternité choisie.

39 o/o des femmes ont un travail salarié ; en plus, les tâches ménagères sont estimées à 40 h. de travail (pour une famille de 2 adultes et 2 adolescents). 10 o/o des femmes qui travaillent professionnellement ont un salaire inférieur à fr. s. 1 000.- : le salaire horaire moyen des femmes est de 11,70 fr., le salaire horaire moyen des hommes est de 15,64 fr.

L'avortement reste interdit légalement ; lorsque les femmes doivent avorter, c'est souvent cher et dans de mauvaises conditions. La majorité des hommes leur laisse la responsabilité de la contraception. Dans la sexualité, le droit au plaisir des femmes est nié.

L'isolement dans le ménage et sur le lieu de travail et les nombreuses heures de travail empêchent les femmes de lutter pour leurs revendications. Le regroupement des femmes sur leur lieu de travail, dans leur quartier, dans la vie sociale (crèches, librairie de femmes, dispensaire, etc.) est le moyen le plus efficace de faire entendre leur voix et de défendre leurs revendications.

Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi coordonner ces actions pour mettre le maximum de chances de notre côté. Pour cette raison, nous sommes pour la création d'un mouvement des femmes large et unitaire. Car c'est dans nos luttes communes, y compris nationales et internationales, que nous élargirons l'émancipation des femmes à tous les niveaux de la société. Que toutes celles qui sont d'accord avec ces objectifs rejoignent "Pour un mouvement des femmes".

Pour l'immédiat, nous envisageons une campagne pour :

— l'égalité des droits : pour le débat aux Chambres fédérales, nous voulons préparer un dossier noir sur les inégalités dans la formation, la qualification et les salaires, la tenue d'assises nationales sur les mêmes thèmes, une activité pour appuyer l'initiative cantonale sur la formation professionnelle et les possibilités de recyclage.

— une 10^{ème} révision de l'AVS dans l'intérêt des femmes : pour le dédoublement des cotisations des époux pendant la durée du mariage et pas de cotisation pour l'épouse sans activité lucrative. Pour une rente individuelle de 100 o/o sans s'occuper de l'état civil, pour la flexibilité de l'âge de la retraite.

— le droit à l'avortement et à la contraception qui passe par un libre choix et un contrôle des femmes sur les méthodes : contre l'utilisation systématique des progestérines et contre l'avis conforme. Pour une information large sur les moyens et les conditions d'avortement et de contraception. Pour des centres de consultation sous contrôle des usagers. Pour une activité coordonnée au niveau national qui permette un débouché politique à la question de l'avortement.

Pour adresse : Sylvie Bonnard, 3 Devin-du-Village, 1 203 Genève, tél. 45.07.86.

Fribourg : obscurantisme !

Giuseppe Baraldi, professeur de philosophie au collège Saint-Michel, favorable au structuralisme et à Piaget, s'est fait retirer son enseignement pour son... "intolérance" (recteur dixit !). "Dans un collège qui se veut d'inspiration chrétienne, un tel enseignement ne me semble pas supportable", conclut doctement un dominicain convoqué pour expertise, professeur de philosophie à l'Université ! "Converti" dans l'italien, il a fallu l'intervention de la VPOD pour que Baraldi conserve son poste entier. Au même moment, M. Bourgnicht, qui a "accumulé les erreurs" dans ses déclarations au fisc, part en guerre contre l'enseignement inadapté des mathématiques et la disparition de "la belle prière" dans le collège ! Une pétition circule pour que Baraldi retrouve son poste de philosophie et pour la liberté d'enseignement au collège.

Bellechasse (Fribourg) : non à l'isolement !

Depuis le 5 mars, 6 détenus de Bellechasse font une grève de la faim de 7 jours pour l'abolition du cachot, cette prison dans la prison. "Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants", dit l'article 5 de la Déclaration des Droits de l'Homme. Le Groupe Action Prison et le Centre Martin-Luther-King qui appuient cette action protestent contre le déplacement des détenus et les mesures d'isolement toujours plus fréquentes dans les prisons.

Mise au secret, et atteintes aux libertés
assemblée publique organisée par le Comité de soutien aux inculpés du GAP
vendredi 28 mars, 20h.30
Maison du peuple, salle no 4
LAUSANNE

Qu'est-ce que le GAP ? ses activités et ses objectifs, par Michel Glardon (GAP)
Les procédures d'instruction en Suisse : comparaison et mise en cause, par J.-P. Garbade, avocat à Genève
Atteintes aux libertés et Etat de droit, par un représentant du Comité de soutien.

Tchécoslovaquie : parodie de procès !

Le 7 mars, la Ligue des Droits de l'Homme, les Juristes progressistes et le CSSOPE (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est) ont protesté à Genève contre le procès de Me DANISZ qui s'est déroulé à Prague le 24 janvier. Radié du barreau en 1979 pour sa défense des membres de la Charte 77 et du VONS, Me Danisz risque 10 mois de prison et perd sa profession pour "avoir grossièrement porté atteinte à la respectabilité du président du tribunal de Most". Le président du tribunal se borne à affirmer "qu'il n'a pas cru le témoignage du témoin de la défense" et n'a même pas entendu le seul témoin à charge, tant ses déclarations sont fragiles ! Le communiqué exige que "Me Danisz soit acquitté et puisse exercer sa profession", en vue de faire pression sur la procédure d'appel en cours.

GENEVE
mardi 25 mars, 20h.00
Salle communale des Eaux-Vives
meeting du CSSOPE

soutenu par le PS genevois et la LMR sur la lutte pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs en URSS avec la participation de Victor Fainberg

org. : CSSOPE-Genève
Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est, case postale 31, 1 213 Petit-Lancy 1, Genève.

LAUSANNE
mercredi 26 mars, 20h.00
Salle des XXII Cantons
Meeting sur les atteintes aux droits de l'Homme en URSS
organisé par Amnesty International avec la participation de V. Fainberg et Natalia Gorbanevskaia
soutenu par le CSSOPE-Lausanne
case postale 45, 1 000 Lausanne 22
Ce même meeting d'Amnesty aura lieu le 24 mars à Delémont, le 25 au Sentier, le 27 à Monthey et le 28 à Nyon.

POUR UN PLAT DE LENTILLES

La participation socialiste au Conseil fédéral apparaît aujourd'hui, avec le nouveau paquet d'épargne, plus encore pour ce qu'elle est : un abandon pur et simple de la défense des intérêts des travailleurs. Comment un parti ouvrier, qui prétend défendre les intérêts des salariés, peut-il accepter de porter ne serait-ce qu'une parcelle de responsabilité dans une politique financière qui est à cent pour cent opposée aux intérêts de la majorité de la population ?

Comble du double jeu vis-à-vis des salariés, le PSS avait lui-même, il est vrai avant les élections nationales, lancé un référendum contre des mesures d'économies semblables à celles prises en ce début d'année et qu'il ne manquait pas, à l'époque, de qualifier d'anti-sociales ! Si Ritschard doit porter le chapeau pour faire passer la politique financière de la bourgeoisie — comme il l'a déjà fait durant la dernière législature pour la construction des centrales nucléaires — c'est que son parti est "le parti le plus fidèle au Conseil fédéral", comme il s'en vantait du reste durant la campagne électorale de cet automne. Le PSS n'a pas de politique de rechange, même si quelques grincements de dents se font entendre jusque dans sa direction. Il est l'otage de la bourgeoisie et de son Etat, avec pour seul but de conserver quelques sièges gouvernementaux et quelques postes dans l'administration. Mais ce qui est le plus grave, c'est qu'il place et veut placer tout le mouvement ouvrier dans cette situation. Ainsi, lors de la première votation sur la TVA, le PSS donnait-il le mot d'ordre de voter oui en expliquant que, sans TVA, l'AVS, comme tout l'édifice social, allait être attaqué. Or ces prévisions, qui constituaient un véritable chantage, se sont avérées fausses. Maintenant ce parti ainsi que les directions syndicales redonnent la même raison pour faire passer leur acceptation du paquet d'épargne. Ils écartent ainsi l'opposition qui s'était exprimée contre la TVA, parce que celle-ci les gêne dans le cadre de leur politique de collaboration avec la bourgeoisie. Le PSS a en effet, comme les dirigeants syndicaux, orienté l'organisation de la classe ouvrière dans une seule perspective, celle de ses manœuvres sur le plan gouvernemental. Il mène ainsi une politique opposée à la construction d'une véritable résistance ouvrière à la politique du patronat et de son Etat.

Des décennies de paix du travail, de collaboration loyale au gouvernement, de discussion "dans un climat de confiance réciproque" entre partenaires sociaux, toute cette politique de bradage systématique des revendications ouvrières n'ont entraîné que résignation, division et abstention dans le monde ouvrier face au pouvoir quasi sans partage du patronat et des partis bourgeois. La crise économique qui a révélé plus fortement encore ce cul-de-sac de la politique du PSS et de l'USS a accentué ce sentiment d'impuissance chez les salariés.

Mais alors que faire ? Comment renforcer les rangs de la classe ouvrière face à la politique d'attaques aux conditions de vie et de travail menée conjointement par l'Etat et le patronat ?

* D'abord — et c'est peut-être la chose la plus immédiatement visible parce que la plus spectaculaire — il faut que le PSS cesse d'être l'exécuteur des basses œuvres des ennemis des travailleurs, c'est-à-dire des banques, du Vorort, des partis bourgeois. Il faut que prenne fin cette situation désorientante où les salariés trouvent en face d'eux comme porteurs de la politique de la bourgeoisie, des ministres du PSS que ce soit au Conseil fédéral, dans les gouvernements cantonaux et sur le plan communal. Voilà pourquoi la LMR se prononce pour un retrait immédiat des socialistes du Conseil fédéral.

* Mais un tel retrait ne conduira à un renforcement du mouvement ouvrier que s'il est préparé dès aujourd'hui par une alternative ouvrière à la politique de la bourgeoisie. A la politique "d'économies budgétaires", les travailleurs et toutes leurs organisations doivent opposer une imposition plus forte de la richesse, le combat contre les privilèges fiscaux et montrer que ces ressources permettent pleinement de maintenir les acquis sociaux. C'est autour de tels objectifs que nous pourrions reconstruire la force du mouvement ouvrier. Les dernières années ne manquent pas d'exemples où l'action unie du mouvement ouvrier a permis de faire céder la bourgeoisie : rejet de la PFS, luttes des typographes. Une voie est tracée, même en pointillé ! A nous d'y avancer pour imposer, demain, un gouvernement des organisations ouvrières qui réalise les revendications des salariés et non la politique du patronat.

Bureau Politique de la LMR

REVENUS ET FORTUNES EN SUISSE LES STATISTIQUES CACHENT LES GROS CAPITALISTES

Les services de presse de la "Wirtschaftsförderung" (WF) alias "L'Atout" ont fait passer dans la presse des statistiques "scientifiques" sur les revenus et fortunes en Suisse pour démontrer qu'ils sont "relativement bien répartis". L'objectif est clair : désamorcer toute prétention du mouvement ouvrier à une taxation plus forte des hauts revenus et de la fortune au moment où se discutent les coupes sombres dans les budgets sociaux. En réalité, les inégalités dans la répartition de la fortune sont plus fortes en Suisse qu'aux Etats-Unis. 2 à 3 o/o de grands capitalistes accaparent plus de la moitié de la fortune lucrative, c'est-à-dire du capital. Des riches privés ont des revenus plus de cent fois supérieurs à ceux de salariés mal payés travaillant toute leur vie 44 heures par semaine.

Le Journal des Associations patronales (8. 11. 1979), dont les données servent de base au WF, fonde ses chiffres sur une enquête de l'Institut de Sociologie de Berne sur les revenus et fortunes des

Suisses dès 19 ans, établie parallèlement à celle sur "la situation économique des rentiers" qui avait fait scandale (cf la brèche 216, 29. 9. 79). Voici ses chiffres :

trent, en comparaison de ces tableaux, que 181 personnes ont un revenu d'un million et plus (= 0,035 o/o des personnes imposées). Ces gens gagnent ensemble autant que 47 842 salariés ayant un revenu entre 10 000 et 14 900 fr. 12 697 personnes gagnant plus de 100 000 fr. gagnent autant que 126 794 salariés entre 20 000 et 29 900 fr. !

Dans la concentration de la fortune, ces rapports deviennent extrêmes : 2,8 o/o des personnes imposées s'approprient plus de la moitié de la fortune pendant que 85 o/o des autres ne disposent que d'un sixième. Tout ceci, sans compter la fraude fiscale qui n'apparaît pas dans les statistiques ! Et sans compter le fait qu'en 1975, suite à l'inflation, la valeur fiscale des titres était tombée à un bas niveau, de sorte qu'aujourd'hui le tableau serait encore différent.

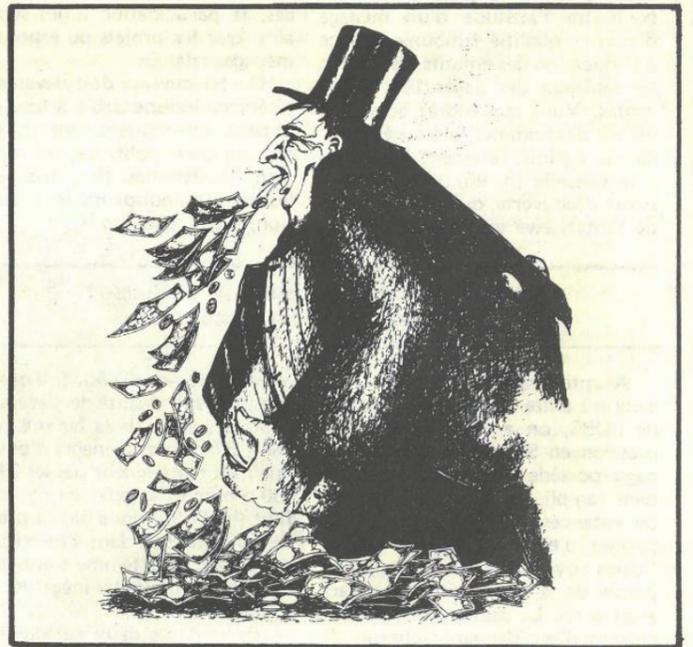
La répartition des revenus et de la fortune dans le canton de Zurich est assez proche de la moyenne nationale. Elle donne donc une image assez exacte de la réalité — une image qui montre assez les déformations et manipulations des "enquêtes" patronales...

TABLEAU no 1

revenu annuel en francs	total Suisses en o/o	célibataires en o/o	mariés en o/o
- 11 900	12 } 37	24 } 62	2 } 17
12 000 - 23 900	25 }	38 }	15 }
24 000 - 35 900	30 } 47	27 } 34	34 } 58
36 000 - 47 900	17 }	7 }	24 }
48 000 - 59 900	8 } 16	2 }	13 }
60 000 et plus	8 }	2 } 4	12 } 25

Il en ressort que la grande majorité se situe entre 12 000 et 60 000 francs, ce qu'on qualifie de situation "relativement équilibrée" — sans s'inquiéter de "l'équilibre" pour le moins "relatif" que cela représente pour les salariés et rentiers des basses catégories ! Mais deux trucages grossiers camouflent l'essentiel. D'abord, la séparation entre basses et hautes catégories fait disparaître les revenus les plus bas comme les plus élevés. Ensuite, il manque les données les plus importantes qui indiquent la part de la totalité des revenus qui revient à chaque catégorie. Un autre tableau indique la répartition par âge qui montre clairement que les chances d'accéder à un revenu supérieur ne croissent que jusqu'à l'âge de 40 ans. On y apprend aussi qu'il existe des revenus de "100 000.- fr. et plus", sans pour autant que leur part aux revenus totaux ne soit indiquée.

Enfin, un tableau indique la répartition de la fortune. Le voici :



Un impôt fédéral sur l'héritage ?

L'extrême concentration de la fortune en Suisse dont jouissent les grands capitalistes tient sans doute à l'imposition extrêmement minime sur l'héritage, qui permet l'accumulation de fortunes gigantesques sur des générations. Un impôt sur l'héritage — une revendication du PSS depuis des années — modifierait quelque peu cette répartition. En 1973 déjà, H. Kissling¹⁾ calculait qu'un tel impôt, empêchant l'héritage de millions de fortune, rapporterait environ 2 milliards. Aujourd'hui, ce serait probablement plus encore, c'est-à-dire largement de quoi couvrir les déficits de la Confédération sans augmenter l'ICHA. Mais le PSS (Ritschard oblige ?) semble avoir totalement oublié ses propres revendications dans le débat actuel sur les finances !

G. K.

1) H. Kissling, "Die Umverteilung bestehender Vermögenswerte", Thèse Université Zurich, 1973.

TABLEAU no 2

Répartition de la fortune en o/o des classes d'âge

âge	19/29 ans	30/44 ans	45/59 ans	60/64 ans	65 ans et plus	total
fortune en fr.						
aucun	37	23	18	10	11	21
- 19 900	42	27	20	11	15	25
20 000 - 49 900	14	20	18	15	18	18
50 000 - 99 900	5	16	18	18	17	15
100 000 - 999 900	2	13	25	42	36	20
million et plus	—	1	1	4	3	1
total	100	100	100	100	100	100

Nouveau trucage : dans la catégorie entre 100 000 et 999 900 fr., où la répartition par âge est assez large, se confondent les fortunes d'épargnants et celles proprement capitalistes, ce qui donne "au total" une couche relativement large. La part de cette couche à la fortune totale est à nouveau, comme pour les revenus, passée sous

silence. Il n'est certes pas indifférent aux travailleurs de savoir que certains d'entre eux ont pu, avec l'âge, accumuler des réserves. Mais il est d'autant plus important dès lors de démontrer les manipulations cachées de telles statistiques.

Les statistiques fiscales du canton de Zurich pour 1975 (il n'y en a pas encore de nouvelle) mon-

Des milliers de chiffres pour mieux comprendre la réalité des travailleurs

À la fin de l'année passée, le MPF (Mouvement populaire des familles) associé à un groupe de sociologues (le GRISOC - Groupe de recherche et d'intervention sociologique) publiait un manuel de statistiques sociales *Comment vivent-ils ?*. Ces 270 pages de tableaux statistiques et de commentaires représentent l'aboutissement d'un long travail d'enquête mené en 1977 auprès d'un échantillon de 1 033 ménages salariés de Suisse romande.

Scientifiquement irréprochable, cette enquête n'est pas un sondage d'opinion sommaire, mais au contraire un reflet fidèle de la réalité quotidienne des milieux salariés en Suisse romande. Depuis l'élaboration des questions jusqu'à la conduite des interviews, en passant par la rédaction des commentaires et l'envoi postal du livre, ce travail est d'abord un travail militant. Celui de dizaines, de centaines de membres du MPF qui ont porté cette enquête pendant de nombreux mois, sacrifiant de multiples soirées à une activité généralement réservée à des professionnels : sociologues, chercheurs, etc.

Ce n'est d'ailleurs là pas l'un des moindres mérites de cette entrepri-

se : avoir démontré que la science ne doit pas rester aux mains des mandarins universitaires de tout poil !

Il est d'ailleurs significatif de constater que le Fonds national de recherche scientifique a refusé de subventionner cette recherche, ce qui aurait permis de l'étendre à l'ensemble de la Suisse. On préfère, dans les milieux bourgeois, se contenter des grossières inexactitudes de l'OFIAMT, dont l'indice des prix, par exemple, sous-estime systématiquement la part du loyer et de l'alimentation dans les budgets (voir la brèche no 170, nov. 1977 - nous y reviendrons plus loin dans l'article).

Une mine de renseignements

A notre connaissance, il n'existe pas de données aussi complètes et variées sur le milieu populaire en Suisse romande. Voulez-vous savoir quel pourcentage des ménages "met de l'argent de côté" ? Jetez un coup d'oeil à la page 86 ! Pour connaître l'attitude d'un ménage d'ouvrier qualifié fribourgeois face à l'éducation des enfants, lisez donc les tableaux des pages 101 et suivantes. Vous apprendrez aussi que 69 o/o des hommes interrogés participent parfois, rarement ou jamais à la vaisselle (p. 96)... Ou, surprenante découverte, que plus le salaire de l'interviewé est élevé, plus il se

prononce en faveur du droit de grève ! (p. 247) Onze chapitres égrènent ainsi des résultats toujours intéressants : sur le travail, la famille, le logement et le quartier, la consommation, les vacances, la culture et les mass media, les assurances, la participation à des sociétés ainsi que les projets ou espoirs des ménages salariés.

Un tel ouvrage doit devenir une référence indispensable à tous ceux et celles qui militent dans un syndicat, un parti politique, un mouvement de femmes. Ils y trouveront les données indispensables à leur action, à leur réflexion ¹⁾.

La classe ouvrière existe aussi en Suisse ! Les enquêteurs l'ont rencontrée...

A entendre les idéologues radicaux ou à lire les pages de publicité de l'UBS, on a trop souvent l'impression en Suisse que chaque ménage possède un carnet d'épargne bien rempli, qu'il prend beaucoup de vacances et que son revenu lui permet d'être à l'abri du besoin. "Vous voyez bien, disent ces porte-parole de la bourgeoisie, que Marx avait tort ! Le capitalisme permet à chacun d'accéder aux richesses..."

L'enquête du MPF fournit mille démentis à ces affirmations grossières, mais souvent efficaces, même dans les milieux populaires. Ainsi, les ménages ouvriers (qualifiés et non-qualifiés) représentent 47 o/o

ouvriers non-qualifiés). Si l'on tient compte de la totalité des revenus du ménage (salaire de la femme, rente, etc.), 67 o/o des ménages d'ouvriers qualifiés n'atteignent pas les 2 800.- (80 o/o chez les ouvriers non-qualifiés) ²⁾. Il n'est donc pas surprenant de constater que dans 4 ménages romands sur 10 la femme travaille.

A partir de là, les inégalités vont s'accumuler :

- ce sont ces deux catégories socio-professionnelles (ouvriers qualifiés et non qualifiés) ³⁾ qui ont le plus connu des baisses de revenus depuis 1974 (respectivement 41 o/o et 38 o/o; moyenne romande : 32 o/o);

1) Salaires nets des ménages selon la catégorie socio-professionnelle* (page 68)

	moyenne	ouvriers non-qualif.	ouvriers qualif.	emp. subalternes	cadres moyens	cadres sup.
moins de 2 000.-	11 o/o	35 o/o	12 o/o	13 o/o	2 o/o	2 o/o
2 001 à 2 800.-	35 o/o	45 o/o	55 o/o	33 o/o	12 o/o	7 o/o
2 801 à 3 600.-	26 o/o	15 o/o	24 o/o	31 o/o	34 o/o	12 o/o
3 601 à 4 400.-	13 o/o	4 o/o	6 o/o	11 o/o	26 o/o	12 o/o
4 401 à 10 500.-	15 o/o	1 o/o	4 o/o	12 o/o	26 o/o	68 o/o

* addition des salaires nets des deux conjoints s'ils travaillent tous les deux.

du total des ménages salariés choisis selon un échantillon scientifique.

Le salaire net principal de tous ces ménages est en-dessous de 2 800 francs pour 58 o/o des cas. Pour les ménages d'ouvriers qualifiés, 85 o/o des salaires principaux sont en-dessous de 2 800.- (99 o/o pour les

- ce sont ces ménages qui ont les vacances les plus courtes (plus de la moitié ont 3 semaines et moins);
- c'est dans ces ménages que l'on travaille le plus (60 o/o des ouvriers non-qualifiés travaillent 44 h. et plus; la proportion passe à 72 o/o pour les ouvriers qualifiés) ⁴⁾.



UNE ENQUÊTE DU MOUVEMENT POPULAIRE DES FAMILLES

COMMENT LES MÉNAGES SALARIÉS ROMANDS EN CHIFFRES

Le cumul d'un salaire peu élevé et d'un temps de travail chargé explique aisément l'ensemble des autres inégalités dans le domaine de la consommation et de la culture notamment. Ainsi, 3 ouvriers sur 10 restent chez eux pendant leurs vacances et plus de 4 ouvriers non-qualifiés sur 10 estiment insuffisante ou modeste la somme dont ils disposent pour s'équiper en appareils électro-ménagers. Un ou-

L'image donnée par cette enquête met en évidence la situation des milieux ouvriers qui vivent une double aliénation : par rapport au travail et par rapport à la culture au sens large. C'est là une constatation qui n'est pas surprenante en soi. Elle souligne cependant les obstacles énormes que doit affronter le mouvement ouvrier pour forger une conscience politique alternative à l'idéologie de la société bourgeoise,

tous les travailleurs, seul moyen de mettre fin aux divisions dont seuls les patrons profitent.

Deuxième constatation, les différences cantonales sont très grandes. Les effets du sous-développement régional, résultat de l'anarchie du développement capitaliste, se font sentir dans tous les domaines examinés : salaires, temps de travail, conscience politique, etc.

Un démenti cinglant à l'OFIAMT !

Enfin, cette enquête confirme ce que nous, et d'autres, disions depuis longtemps : les chiffres de l'OFIAMT concernant l'indice des prix à la consommation (base de discussion pour les négociations sur le renchérissement) sont loin de refléter la réalité. Deux exemples :
* le salaire moyen pris comme base de calcul de l'OFIAMT se situe bien au-dessus de la réalité mesurée par l'enquête du MPF. Alors que l'OFIAMT ne comptait que 8 o/o de salaires inférieurs à 3 000.- fr., le MPF relève 46 o/o de salaires ménagers inférieurs à 2 800.- fr... Sans commentaire !

* la part des dépenses alimentaires dans le budget total se situe à 20 o/o dans le nouvel indice, alors que l'enquête du MPF montre que cette part se situe entre 25 et 35 o/o pour les salaires ménagers allant de moins de 2 000.- fr. à 3 600.- fr. Ce n'est qu'à partir de ce seuil que la part descend à 20 o/o... Ici encore, l'indice déforme la réalité en défaveur des milieux populaires. Ce sont là de nouvelles données pour répartir à l'attaque à l'intérieur de l'USS (qui avait accepté l'indice de l'OFIAMT) afin d'exiger enfin un indice des organisations ouvrières !

Il y aurait encore de nombreux points à mentionner, tant l'enquête est riche d'informations. Terminons simplement en saluant la valeur exceptionnelle de ce travail militant du MPF. Il montre la voie de ce que les organisations syndicales pourraient entreprendre dans le domaine si elles le voulaient...

Cl.

1) Commandes : Mouvement populaire des familles, 1 rue Etienne Dumont, 1204 Genève (022 - 29 72 30). Prix : 44.- fr.
2) voir tableau no 1.
3) Il s'agit aussi bien d'hommes que de femmes.
4) voir tableau no 2.

2) Temps de travail selon la catégorie socio-professionnelle (page 38)

	moyenne	ouvriers non-qualif.	ouvriers qualif.	emp. subalternes	cadres moyens	cadres sup.
moins de 30 h.	20 o/o	28 o/o ¹⁾	8 o/o	25 o/o ¹⁾	16 o/o ²⁾	5 o/o
31 à 40 heures	10 o/o	7 o/o	6 o/o	10 o/o ¹⁾	15 o/o ²⁾	10 o/o
41 à 43 heures	12 o/o	5 o/o	12 o/o	13 o/o	14 o/o	25 o/o
44 heures	20 o/o	10 o/o	22 o/o	21 o/o	23 o/o	13 o/o
45 heures	21 o/o	27 o/o	33 o/o	14 o/o	13 o/o	11 o/o
46 à 50 h.	14 o/o	18 o/o	16 o/o	8 o/o	14 o/o	22 o/o ³⁾
plus de 50 h.	6 o/o	5 o/o	1 o/o	2 o/o	1 o/o	6 o/o

1) ce pourcentage relativement élevé est dû au travail féminin à temps partiel.

2) cela est dû à la présence d'enseignants dans cette catégorie.

3) les raisons de ce fort pourcentage ne sont évidemment pas les mêmes que chez les ouvriers !

vriers sur deux estime de même insuffisant ou modeste le montant disponible pour l'habillement, et plus de huit ménages ouvriers sur 10 ne vont jamais ou rarement au restaurant pour le plaisir.

Au niveau culturel, les inégalités sont encore plus frappantes. Un ouvrier non-qualifié sur deux possède moins de trente livres et 28 o/o de ceux-ci ne lisent jamais. Toutes les activités culturelles qui demandent une certaine initiative dans le choix ou la participation (cinéma, théâtre, cours de formation, etc.) sont très peu exercées par les milieux ouvriers (ainsi une personne sur deux ne va jamais ou une seule fois par an au cinéma, pour ne pas parler du théâtre...).

Par contre les soirées sont presque toujours passées devant la TV. Quel moyen extraordinaire de pénétrer dans les foyers, puisque plus de 90 o/o possèdent un téléviseur et que 5 personnes sur 10 regardent la TV tous les soirs (les proportions sont encore plus élevées dans les milieux ouvriers) ! Cependant, ce ne sont pas les émissions politiques ou culturelles qui attirent le plus, mais bien les films ou les variétés.

condition absolument essentielle pour l'émancipation de tous ceux qui sont dominés par le capital.

Cette soumission passive à l'idéologie bourgeoise des milieux populaires apparaît clairement à la fin de l'enquête : il a été demandé aux interviewés de dire quel était leur Grand Espoir. 5 personnes sur 10 affirment ne pas en avoir, ou n'arrivent pas à le spécifier. Sur les 5 personnes restantes, 4 placent leur Grand Espoir dans la réussite matérielle individuelle, le bien-être et la sécurité pour soi-même. Une seule personne sur 10 met son espoir dans la justice, la paix et l'égalité dans le monde. Et cette espérance diminue encore si l'on descend dans l'échelle sociale...

Dans le domaine des constatations, deux autres éléments doivent être mentionnés. D'abord, l'existence d'une discrimination permanente vis-à-vis de deux groupes sociaux : les femmes et les immigrés. A tous les niveaux, l'enquête confirme que ce sont là deux catégories de travailleurs systématiquement défavorisés et surexploités. Cela confirme, si besoin était, la justesse de notre insistance à se battre pour l'unité de

ZURICH: UN SYNDICALISTE LICENCIÉ

300 travailleurs hospitaliers ont participé, sur invitation du groupe VPOD de l'Hôpital cantonal de Zurich, à une assemblée où était également présent le conseiller d'Etat zurichois, directeur du Département de la santé, Wiederkehr, démocrate-chrétien. A cette occasion, des dizaines d'interventions de la salle ont montré que la plupart des salariés de l'hôpital n'étaient plus disposés à se faire mener en bateau par des promesses vides de contenu de la part des autorités cantonales. Ils exigent de véritables améliorations de leurs conditions de travail : une réduction du temps de travail, une augmentation des allocations pour les veilles, la garantie de jours de repos après de longues périodes de travail de nuit.

Des militaires contre le stress ?

Depuis des années déjà, la ville comme le canton de Zurich économisent sur les coûts du personnel hospitalier. Il en résulte une situation de stress sans précédent, surtout pour le personnel soignant, due à l'insuffisance générale des effectifs. Toute mesure véritable pour améliorer les conditions de travail implique de nouvelles dépenses. Et sur ce point, le PDC Wiederkehr était clair : la situation

financière "tendue" du canton ne permet pas de dégager les ressources nécessaires. Notons entre autres que des millions sont dépensés pour construire des routes "express" qui doivent traverser ou contourner Zurich ! Le chef du Département de la santé publique refuse par conséquent et catégoriquement toute amélioration des conditions de travail. Par contre il s'est fait l'avocat de l'engagement plus nombreux encore de personnel immigré : "ceux-là au moins doivent être contents de

trouver du travail" (!). Et sa trouvaille la plus "glorieuse" est de revenir à une forme de travail gratuit, mais obligatoire, par l'utilisation des troupes sanitaires dans les hôpitaux !

Des syndicalistes actifs licenciés

Dans ces dernières semaines, dans deux établissements hospitaliers, des cas de répression contre des syndicalistes actifs ont éclaté. La direction de la clinique privée Hohenegg a li-

encié le responsable du groupe VPOD, Herbert Graf, et la direction de l'Hôpital de Wetzikon a licencié, avec effet immédiat, le responsable du groupe VPOD des hôpitaux de Zurich campagne. Il s'était opposé à elle, parce que des clauses prévues dans le contrat de travail n'étaient pas respectées. Le cartel syndical de la ville de Zurich a déjà soutenu dans une résolution H. Graf.

La VPOD dans son ensemble doit intervenir. Jusqu'à aujourd'hui, ce syndicat n'était que faiblement présent dans la plupart des hôpitaux zurichois. L'assemblée qui s'est tenue avec Wiederkehr est révélatrice d'un certain changement de climat vis-à-vis du syndicat. Mais celui-ci doit se donner pour tâche prioritaire de préparer des mobilisations et de renforcer l'organisation du personnel des hôpitaux et des cliniques. Une perspective à court terme existe dans ce sens avec le lancement large d'une pétition pour le réengagement d'Herbert Graf. Cette pétition doit aussi contenir des revendications concrètes pour améliorer les conditions de travail.

B. R., 28. 2. 1980

"Mon engagement syndical est la raison de mon licenciement"

Le responsable du groupe VPOD de la clinique Hohenegg, Herbert Graf a reçu au 31 janvier son congé pour le 31 avril. Bresche, le journal bi-mensuel de la LMR en Suisse allemande, a posé quelques questions à Herbert Graf sur les raisons réelles de son licenciement et sur les possibilités de le combattre.

Bresche : Peux-tu rapidement brosser un tableau des raisons qui ont conduit à ce licenciement ?

H. G. : En décembre passé, j'ai participé à une émission de radio qui traitait de la situation du personnel soignant dans le secteur hospitalier. Je n'ai évidemment pas mâché mes mots et j'ai décrit les faits tels qu'ils sont. Bien naturellement, je me suis appuyé sur mes expériences à la clinique Hohenegg. A la suite de cette émission, j'ai été convoqué à deux reprises par la direction de la clinique. On m'a reproché un comportement "déloyal" et d'empoisonner le climat de travail. Le 31 janvier, j'ai finalement reçu ma lettre de congé après avoir refusé de quitter mon travail de mon plein gré.

Bresche : Pourquoi cette confrontation entre la direction de la clinique et le personnel de Hohenegg ?

H. G. : Pour l'essentiel, il en va de questions liées aux droits du travail. Grâce à nos pressions, nous avons obtenu que la direction de la clinique accepte le règlement des employés de l'hôpital cantonal comme modèle pour les conditions d'engagement du personnel. Mais par la suite, la direction de la clinique a toujours tenté de contourner ce règlement, par exemple concernant la réglementation des allocations pour les heures supplémentaires et pour le travail dominical. Comme responsable du groupe VPOD — qui d'ailleurs dans cette période s'est considérablement renforcé —, je me suis toujours engagé pour les objectifs et les revendications du personnel. La direction de la clinique me l'a reproché par la suite, je ne voulais que "semer le trouble" dans la clinique. Mais c'est la direction qui porte l'entière responsabilité pour cette détérioration du climat : il ne dépendait que d'elle de respecter les engagements pris.

Des différences sont aussi apparues concernant les méthodes de travail et les rap-

ports avec les patients. La direction du service de soin a un point de vue plutôt conservateur. Le personnel soignant, dans ce département, voulait instaurer des rapports plus ouverts avec les malades.

Bresche : Comment a réagi le reste du personnel à ton licenciement ?

H. G. : Deux tiers du personnel se sont solidarisés avec moi. Ils exigent par une pétition le retrait immédiat de mon licenciement. La VPOD m'a soutenu pleinement. Mais les premières négociations avec la direction de la clinique sont restées sans résultat : elle maintient le licenciement, ce qui, d'un point de vue légal, n'est pas attaquant. Maintenant, il s'agit de "mouiller" dans cette affaire le canton qui participe à la fondation de droit privé qui est la forme juridique de la clinique. Le conseiller d'Etat Wiederkehr est d'ailleurs le représentant du canton dans le conseil de fondation. Nous avons pris contact avec lui et il a promis de s'occuper de l'affaire. Au cas où les négociations n'aboutiraient pas, le groupe VPOD Hohenegg a mandaté son comité pour préparer une grève. De plus, nous

avons proposé à la clinique de soumettre à une commission d'enquête neutre, et à titre consultatif, la question de ce licenciement. Nous n'avons rien à cacher et nous pouvons justifier toutes nos déclarations. La clinique a refusé catégoriquement cette proposition.

Bresche : Est-ce qu'une grève dans un hôpital ou une clinique n'est pas quelque chose de particulièrement délicat ?

H. G. : La direction de la clinique nous reproche déjà que ce sont soi-disant les malades qui supportent les conséquences de notre lutte pour des conditions de travail correctes et contre ce licenciement. Mais là aussi la direction porte l'entière responsabilité. De plus, pour les malades, le fait que la direction du service des soins veuille à tout prix imposer ses vieilles méthodes de direction est beaucoup plus pesant. Et nous pensons avoir trouvé une forme de grève qui ne touchera pas les malades.

Bresche : Nous te remercions pour cette interview et nous te souhaitons du succès dans cette lutte contre ce licenciement.

BALE

L'INITIATIVE "POUR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR TOUS" A ABOUTI

L'initiative "pour une formation professionnelle pour tous" a été déposée à Bâle le 13 février munie de 11 191 signatures. Ces signatures ont été remises à l'Hôtel de Ville par une manifestation de quelque 200 personnes, composée des militant(e)s des diverses organisations qui ont participé à son lancement. Cette petite manifestation est la meilleure expression du soutien et de l'unité très large qui s'est constituée entre des organisations ouvrières pour porter cette initiative. Rappelons en résumé son contenu tant du point de vue des objectifs qu'elle poursuit que des mesures concrètes qu'elle contient.

Elle poursuit le but de :

- * permettre à tous les jeunes de trouver une place d'apprentissage de leur choix, en particulier pour ceux qui sont les plus défavorisés du point de vue de leur formation;
- * donner la possibilité d'un recyclage ou d'une nouvelle formation pour tous les adultes qui le désirent, en particulier pour ceux/celles qui sont dans un secteur économique en mutation technique ou pour ceux/celles qui veulent trouver un nouvel emploi. Il s'agit en particulier de faciliter l'accession à la formation et à un emploi pour les femmes et les immigrés.

Quels sont les moyens que l'initiative se propose de mettre en oeuvre pour atteindre de tels objectifs ?

1. L'élargissement et l'amélioration de l'orientation professionnelle pour tous et toutes.
2. La création d'ateliers publics d'apprentissage ou de formation pour permettre à tous, apprentis ou adultes, de trouver une profession après leur formation dans un métier de leur choix. Ces ateliers doivent permettre d'élargir au maximum la possibilité de ce choix, en assurant une qualification professionnelle générale et spécialisée. Ces ateliers doivent aussi organiser des cours de recyclage ou de formation pour adultes en lien avec les écoles professionnelles existantes. Ils donnent droit au certificat fédéral de capacité. Ce sont des commissions formées paritairement de représentants des associations patronales, des associations de salariés et du canton qui fixent pour quelles professions, pour quels formations ou recyclages de tels ateliers doivent être mis en place. De telles commissions ont aussi pour charge d'exercer une surveillance sur ces ateliers et de déterminer quels sont les programmes et le contenu de la formation qui doit y être donnée.

Le financement de ces mesures devrait être assuré par un fonds cantonal, alimenté, les cinq premières années, par 15 millions de francs chaque année, et, par la suite, par 10 millions de francs chaque année.

Cette initiative a été lancée par le Cartel syndical bâlois, le Syndicat de l'éducation (GE), le groupe VPOD (Education et Culture). Le comité de soutien est formé des organisations et syndicats suivants : le Syndicat de la Chimie, du Textile et du Papier (FTCP), la FCTA, le SLP, les POCH, le PdT, la LMR, plusieurs groupes de quartiers du Parti socialiste, les Jeunesses socialistes, l'organisation de jeunesse Che, La Taupe, les groupes d'écoliers bâlois, l'Association des Étudiants de l'Université de Bâle, le comité Unibrèche, l'OFRA, une association de handicapés, l'ATEES, les CLI, l'ECAP, la CGIL.

Comment une telle unité a pu se réaliser ?

A l'origine de l'initiative bâloise, on trouve un groupe de travail de la VPOD (éducation et culture) qui cherchait des possibilités pour améliorer les conditions d'apprentissage. Ce groupe a étudié diverses propositions dans cette direction, des projets qui avaient pu être faits il y a quelques années, ou dans d'autres cantons. Il a eu la volonté constante d'élargir au maximum le soutien pour une telle initiative à d'autres syndicats ou aux membres d'organisations politiques. Des militants de la section bâloise de la LMR ont participé activement à ce groupe; ils y ont présenté le projet d'initiative cantonale de Zurich. Le groupe VPOD formula, sur cette base et après de nombreuses discussions, un projet d'initiative. Il chercha à faire lancer cette initiative par un cartel d'organisations et de fédérations syndicales intéressées. La première étape à franchir était de convaincre la direction de la VPOD bâloise de soutenir ce projet d'initiative et également cette méthode de lancement. Les premières difficultés surgirent alors immédiatement : la direction de la VPOD soutenait le projet mais n'acceptait son lancement que par le cartel syndical à l'exclusion de toutes les autres organisations, en tout cas jusqu'à la votation de l'initiative. Le groupe de travail VPOD éducation et culture refusa de céder sur cette question : il soumit son projet d'initiative à toutes les forces syndicales et politiques. Dans différents groupes syndicaux, dans la perspective de cette échéance, des discussions eurent lieu : les lithographes se prononcèrent en assemblée générale pour un lancement unitaire et large. Le groupe jeune de la GTCP, la GE se prononcèrent dans le même sens, ainsi que diverses organisations politiques et de jeunesse. Le groupe de travail de la VPOD s'engagea alors fortement et publiquement pour un tel lancement unitaire, tandis que, de son côté, le secrétaire du cartel syndical, H. Hubacher cherchait à l'empêcher en s'adressant aux différentes directions des fédérations syndicales. Mais ses manoeuvres n'empêchèrent pas que d'autres syndicats ne se prononcèrent pour un lancement unitaire. La méthode de l'unité trouva un large écho et la formule d'un comité de soutien fut alors décidée, comité qui pouvait participer à part entière à toutes les décisions, et pour le retrait de l'initiative avait droit à une minorité de blocage. La récolte des signatures (4 000 signatures étaient nécessaires) se donnait pour objectif de propager certaines revendications essentielles devant chercher déjà à montrer des possibilités concrètes d'amélioration de la formation professionnelle. Le plus gros effort fut fourni par la GE et par la section bâloise de la LMR pour cette récolte, alors que, dans les syndicats, il fut très difficile de gagner les syndiqués à une récolte active de signatures. Ce succès, c'est le succès d'une conception d'unité que nous défendons et qui a déjà montré son efficacité dans la campagne autour de l'initiative pour la protection de la maternité. Et c'est dans cette perspective que nous avons proposé le lancement unitaire à toutes les organisations ouvrières, de femmes, de jeunesse et de l'immigration d'une initiative fédérale pour le droit à une formation professionnelle complète.

Casimir/Vincent

UN AN APRES LA CHUTE DU CHAH

NOUVELLE GUERRE IMPERIALE

La crise iranienne, polarisée autour de la prise d'otages à l'ambassade US, les hausses du prix du brut annoncées par l'OPEP, l'intervention soviétique en Afghanistan immédiatement montée en épingle par Carter comme "une menace sur les puits du Golfe", l'envoi de 2 000 "marines" en Oman — tout semble annoncer une grave crise, même une intervention militaire, au Moyen-Orient. Les mass media bourgeois ne ratent pas une occasion d'attiser ce sentiment, avec une bonne dose de racisme envers le "nationalisme islamique". Un pétrolier français ne cachait pas que l'or noir vaut bien une Croisade : "Nous atteignons la cote d'alerte et à partir de là tout l'Occident au-delà des apparences politiques devient en fait solidaire. Pour notre survie économique, nous ferons la guerre s'il faut la faire..." (Nouvel Observateur).

LE CHOC IRANIEN

Pour l'impérialisme, la "menace" sur le golfe Persique ne date ni de la prise d'otages, ni de l'intervention soviétique en Afghanistan, mais de la chute du chah voici juste un an. L'ancien secrétaire US à la défense Schlesinger disait au Time Magazine : "C'est un cataclysme pour les Etats-Unis, la première révolution sérieuse depuis 1917 en termes d'impact mondial".

Construit et armé par l'impérialisme pour préserver ses intérêts pétroliers dans le Golfe et "faire barrage au communisme", l'empire dictatorial du chah s'est effondré de l'intérieur, sous l'effet d'une crise sociale et politique d'une ampleur insoupçonnée qui a conduit, pendant des mois, des millions d'hommes et de femmes à affronter, sans armes, l'une des armées les plus puissantes du monde. Et contrairement aux calculs du Pentagone, c'est cette armée qui a été vaincue ! Une fois de plus, les contradictions sociales ont été plus fortes que les stratégies militaires — ce qu'un Schlesinger ne peut évidemment comprendre que comme un cataclysme...

UNE "ZONE VITALE"

Cette mobilisation des masses iraniennes a porté un coup aux puissants intérêts pétroliers de l'impérialisme dans toute la région. Voilà la cause première de toute la campagne d'intoxication que mène aujourd'hui la bourgeoisie internationale pour cacher qu'elle aurait préféré garder la dictature du chah !

En 1978, l'Iran était le 4ème producteur mondial de pétrole 1) :

TABLEAU no 1

Principaux pays producteurs de pétrole

	1978, millions de tonnes	o/o production mondiale
URSS	573	18 o/o
Etats-Unis	485	16 o/o
Arabie Saoudite	410	13 o/o
Iran	255	8 o/o
Koweït	110	4 o/o
Irak	110	4 o/o
Venezuela	108	4 o/o

Il est vrai que les pays impérialistes occidentaux dépendaient relativement peu du pétrole iranien qui fournissait surtout l'Afrique du Sud et Israël 2). Pour certains trusts pétroliers comme British Petroleum, l'évolution de la situation iranienne est cependant loin d'être indifférente :

TABLEAU no 2

Part des achats de pétrole iranien dans l'ensemble des ventes 3)

British Petroleum	39 o/o
Gulf	19 o/o
Shell	14 o/o
Mobil	9,7 o/o
Exxon (Esso)	8,9 o/o
Texaco	5 o/o

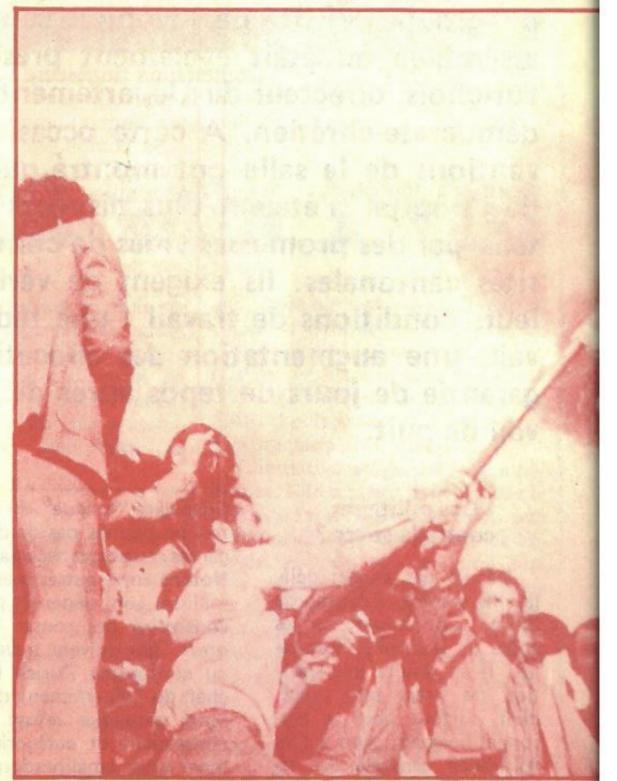
Mais c'est surtout la dimension anti-impérialiste de la révolution iranienne pour l'ensemble de la région qui inquiète la bourgeoisie internationale. Tant que les classes dominantes des pays de l'OPEP demandaient leur part du gâteau (hausses des prix du pétrole de 1973), l'impérialisme, une fois le premier choc passé, y a vite trouvé d'intéressants marchés. Mais lorsque les travailleurs iraniens se mettent à leur tour à revendiquer le contrôle de ces ressources pour satisfaire les besoins des masses appauvries de leur pays, l'affaire devient intolérable car infiniment contagieuse dans toute la région ! En effet, sur 3,2 milliards de tonnes de pétrole extraites l'an dernier, plus d'un milliard soit un tiers proviennent du golfe Persique. Les USA n'en dépendent que pour 20 o/o, les pays d'Europe capitaliste en revanche de 60 o/o et le Japon de 90 o/o ! 4) Ceux qui aujourd'hui dénoncent les "prétentions de l'URSS sur les puits de pétrole" sont tout simplement ceux qui, depuis des décennies, ont fait main basse sur ces ressources et craignent de les perdre !

QUEL "DEVELOPPEMENT" ?

Au contrôle des ressources pétrolières s'ajoute, surtout depuis la hausse des prix du pétrole de 1973, l'intérêt des puissances impérialistes pour les nouveaux marchés créés par les réserves de pétrodollars. L'impérialisme suisse en particulier est très avide de telles perspectives : "Les pays membres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole ont retiré, au cours des six dernières années, de leurs exportations d'or noir des excédents de l'ordre de 100 à 150 milliards de dollars. (...) Cet apport massif de fonds a ouvert pour tous les pays du golfe arabe de nouvelles perspectives de développement (...) tous les pays pétroliers sont en mesure d'augmenter considérablement leurs importations, les taux de croissance ayant dépassé dans certains cas les 100 o/o par an depuis 1974" 5). Ceci vaut, par exemple, pour l'Arabie Saoudite où d'énormes projets de complexes industriels et d'infrastructures sont prévus. De 1973 à 1978, ses importations ont sextuplé de valeur, la part de la Suisse passant de 96 millions de francs à... 929 millions 6) !

Or bien avant l'Arabie Saoudite et les nouveaux revenus pétroliers des pays producteurs, l'Iran a été le modèle de ce type de "développement". Celui-ci n'a apporté que nouvelle dépendance économique et persistance du sous-développement. Premièrement, ces nouveaux projets industriels sont étroitement dépendants des revenus pétroliers, et donc du marché mondial. En 1977, 96 o/o des importations de l'Iran dépendaient des ressources pétrolières contre 67 o/o vingt ans auparavant. Deuxièmement, l'industrialisation de ces pays est déterminée par les objectifs de rentabilité des trusts impérialistes (usines de montage à où la main-d'œuvre est bon marché, complexes pétrochimiques ou sidérurgiques hautement développés 7) et non par les besoins d'un développement à long terme; ce type d'industrialisation rend très dépendante des fournitures technologiques et des experts des pays impérialistes 8). Enfin, ce "développement" est porté, dans ces pays, par des classes dominantes étroitement liées à la propriété terrienne, opposées à toute réforme agraire radicale, et qui, dans le cas de l'Iran, ont concentré à ce point la production agricole sur les secteurs de l'agro-business que l'Iran, jadis exportateur de produits agricoles, importe aujourd'hui plus de 2 millions de tonnes de céréales, 400 000 tonnes de sucre, 200 000 tonnes de viande, le taux de dépendance étant de 20 à 30 o/o et les Etats-Unis fournissant, jusqu'à la chute du chah, 70 o/o de ce total 9) !

C'est dans les contradictions sociales produites par ce "développement" dépendant de l'impérialisme qu'il faut chercher les racines de la révolution iranienne et de l'extraordinaire radicalisation des masses paysannes et ouvrières contre tout "modèle occidental". Les censeurs bien-pensants de la presse bourgeoise la présentent comme un retour au Moyen-Age. En réalité, surtout au cours des derniers mois, l'anti-impérialisme du paysan et de l'ouvrier en Iran a pris une dimension radicale qui peut devenir une alternative pour les masses de toute la région. S'emparant d'un discours de Beni Sadr sur la nécessité d'assurer l'indépendance économique, les ouvriers de la General Motors ont par exemple commencé à discuter reconversion industrielle pour ne plus produire les "belles américaines" mais des camionnettes utilitaires. Ils ont été de même à l'initiative de la création de shoras, c'est-à-dire de comités de travailleurs remplaçant les anciens directeurs retournés à l'étranger, cherchant des solutions au boycott impérialiste (retrait des techniciens, grève des fournitures et des investissements), limitant les hauts salaires et haussant les bas salaires (à la GM, ils ont passé de 1 300 à 2 500 tomans, soit environ de 315.- à 510.- fr. suisses) et commencent à réunir les shoras de plusieurs entreprises automobile de la région de Téhéran 10).



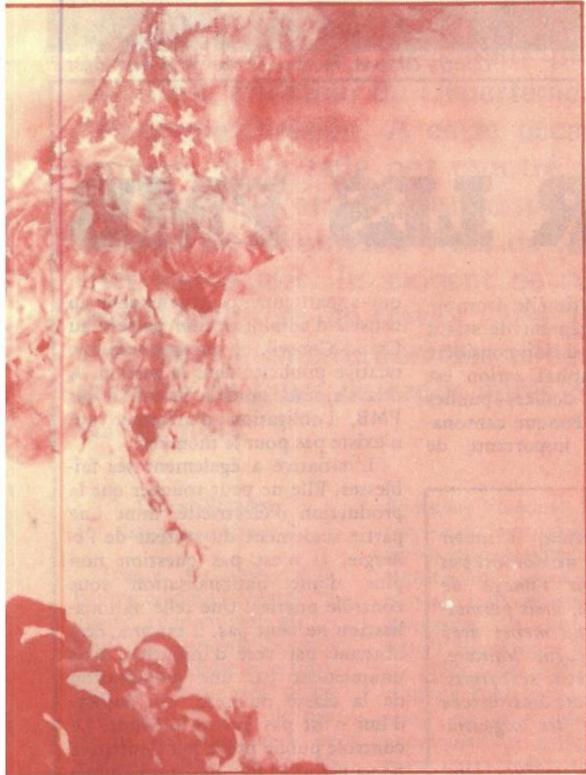
BOYCOTT ET MESURES D'INTERVENTION

Cette mobilisation des masses iraniennes depuis février 1979 s'est traduite par des gains sociaux et économiques importants pour les travailleurs. Le salaire minimum a été doublé, la semaine de travail a passé de 48 à 40 heures par semaine. Dans les entreprises nationalisées (70 à 80 o/o du secteur industriel), les ouvriers ont un statut de fonctionnaire et ne sentent plus peser la menace du licenciement — ce qui n'est pas sans importance avec 3,5 millions de chômeurs sur une population active de 12 millions ! Et surtout, dans les entreprises, les droits politiques et syndicaux s'exercent quotidiennement, remplaçant le climat de terreur de la période du chah.

La bourgeoisie internationale est parfaitement consciente du "danger" que représentent ces conquêtes pour les masses exploitées de toute la région. "Les mutations sociales ont commencé dans les Etats du Golfe à une cadence relativement lente, qui s'est ensuite accélérée pour atteindre une vitesse vertigineuse. Elles ont parfois entraîné des crises intérieures qui, bien qu'elles aient pu être surmontées, n'ont pas été sans menacer les régimes" 11), constate un financier helvétique. C'est en même temps l'aveu que les transformations sociales provoquées par la pénétration impérialiste et rien d'autre sont l'origine essentielle de la crise au Moyen Orient. Dans les pays du Golfe, celles-ci ont un caractère explosif : "Il suffit à Dubai, Abou Dhabi ou ailleurs de s'éloigner de quelques dizaines de mètres des belles corniches bordées de tours ultra-modernes pour se retrouver en plein sous-continent indien" 12). Une masse de travailleurs immigrés constitue l'essentiel de ces populations (80 o/o dans les émirats, deux tiers au Qatar, plus de 50 o/o au Koweït), déplacées par milliers avec l'industrialisation et le chômage dans les campagnes.

Depuis la chute du chah, les puissances impérialistes ont tout fait, dans ces conditions, pour étouffer la révolution iranienne. Bien avant les événements récents et la prise des otages, tous les trusts impérialistes ont commencé à retirer leurs techniciens, arrêter leurs livraisons et leurs investissements. "Il n'y a plus rien à prendre. Aujourd'hui, la plupart des entreprises US ont fermé boutique ou les ont laissées sous la direction de leurs ouvriers en rapatriant les cadres américains" (Time Magazine, 26 nov. 1979). L'impérialisme suisse a également participé à ce boycott systématique : les exportations suisses vers l'Iran ont passé de 602 millions en 1978 à 288 millions en 1979 ! Deux ans plus tôt, M. Brugger, accompagné de 32 industriels suisses, était venu signer avec le chah des accords commerciaux que toute la presse présentait comme "très prometteurs"... 13) Alors que le gouvernement suisse, le socialiste Aubert en tête, refuse de restituer au peuple iranien les biens du chah, l'entreprise MOBAG, liée à Motor Columbus sous la présidence du bien trop connu M. Kohn, et qui s'était engagée dans la construction de 6 000 logements pour... l'armée iranienne, s'est retirée de l'affaire, laissant tout tomber en ruines, et se préparant aujourd'hui, à titre de "compensation", à revendiquer

LISTE POUR LE PETROLE ?



résorbant ainsi au profit des trusts impérialistes une partie des pétrodollars :

TABLEAU no 3

Indices des prix dans le commerce mondial

	matières premières	produits industriels
1975	100	100
1976	106	100
1977	117	109
1978	119	125
1978, 4e trim.	122	132

source : Die Weltkonjunktur no 3, 1979.

Pour des pays comme la RFA, le Japon, la Suisse, la revalorisation de leurs monnaies face au dollar a en outre **fortement atténué** les conséquences des hausses pétrolières. La SBS l'avoue : "Dans le cas de la Suisse, le prix des importations de pétrole n'a augmenté que de 75 o/o entre 1972 et 1978 - pour une augmentation du prix en dollars de 364 o/o - car d'une part le volume importé a baissé de 20 o/o et de l'autre la réévaluation de plus de 100 o/o du franc suisse face au dollar a réduit très sensiblement le prix des importations" 18).

Quant à l'incidence des hausses du prix du pétrole sur le taux d'inflation des pays impérialistes, elle est elle-même **extrêmement faible**. En France, les "services officiels estiment que les hausses intervenues en 1979 contribuent à une hausse supplémentaire des prix à la consommation de l'ordre de 0,3 à 0,5 o/o en 1979 (alors que la hausse des prix atteindra 11 o/o) et de 0,5 o/o en 1980 (...) Les conséquences des hausses du brut sont donc particulièrement faibles et les gouvernements se gardent bien de citer de tels chiffres" 19). Pour la Suisse, les prix du pétrole représentent moins de 3 o/o du produit national brut, comme le souligne Calvet dans la Voix Ouvrière : "Au prix de l'OPEP du 1.1.74 la facture pétrolière aurait atteint pour la Suisse, sur la base d'une consommation annuelle de 105 millions de barils, 3 814 millions de francs, soit 2,83 o/o du PNB de 1973. Au prix moyen du 1.1.80, cette facture ne dépasserait pas 4 368 millions de francs, soit 2,78 du PNB de 1978 ! Ces chiffres témoignent de la modestie de la "facture pétrolière" des pays producteurs" 20).

L'origine réelle des hausses de prix, c'est dans la position de monopole des compagnies pétrolières qu'il faut aller la

MANIFESTATIONS AUX USA

"Nous n'irons pas nous faire tuer pour Exxon!"

Deux jours après le discours de Carter annonçant la reprise de la conscription militaire, les campus universitaires connaissaient des manifestations qui rappellent les mobilisations anti-guerre du début des années 70 : 1 000 manifestants à l'Université d'Oregon, 1 800 à Minneapolis, 2 500 à Berkeley, d'autres moins massifs sur la plupart des campus. Le cri de ralliement : "No to draft". Le "draft", c'est le système de tirage au sort utilisé lors de la guerre du Vietnam : ceux qui tombaient sur le mauvais numéro étaient conscrits.

Carter n'a pas encore rétabli le "draft", aboli lorsque les USA se "désengagèrent" au Vietnam. Mais il réclame 28 millions de dollars pour le recensement des jeunes. Seul le Congrès peut lui accorder ce crédit, mais ensuite Carter peut rétablir le "draft" dès qu'il le juge utile...

Nos camarades du Socialist Workers Party se sont immédiatement mobilisés contre les plans de Carter. Le 23 janvier, Andrew Pulley, candidat du SWP aux présidentielles, répondait au président : "Carter veut qu'on sacrifie notre niveau de vie et se prépare à sacrifier notre vie pour que le gouvernement américain puisse combattre 'de nouveaux Vietnams'. Je fus l'un des millions de jeunes enrôlés dans l'armée dans les années 60/70. Washington utilisait alors les jeunes travailleurs comme chair à canons pour sa folle attaque contre les peuples d'Indochine. Comme des millions d'autres ouvriers, je suis totalement opposé à tout nouveau "draft" et à toute nouvelle aventure militaire

chercher ! Alors qu'entre 1973 et novembre 1979, la hausse a été de 26 francs par cent kilos au niveau de l'OPEP, l'essence super a augmenté de 58.- fr. et l'huile de chauffage de 37.- fr. sur le marché suisse. Les profits comptables avoués par les grandes compagnies (après déduction des impôts, amortissements, etc...) en témoignent pour 1979 : Imperial Oil Canada + 50 o/o, Exxon + 55 o/o, Gulf + 67 o/o, Mobil Oil + 79 o/o, Texaco + 106 o/o, etc. !

Aux manœuvres de l'impérialisme contre les masses des pays du Golfe s'ajoutent donc celles contre les travailleurs des métropoles. Au mouvement ouvrier de s'y opposer fermement, en combattant, comme aux USA (cf article ci-contre), les préparatifs de guerre et le boycott de l'impérialisme et en organisant la défense du niveau de vie des travailleurs contre l'inflation et le chômage.

M. T., 10 mars 1980

- 1) Bulletin du Crédit Suisse, mars 1979, page 5.
- 2) L'Iran fournissait en 1978 90 o/o du pétrole de l'Afrique du Sud, 70 o/o pour Israël, 19 o/o pour le Japon, 17 o/o pour la RFA, 15 o/o pour la Suisse, 12 o/o pour les USA, 9 o/o pour la France (Bulletin Crédit Suisse, idem).
- 3) Bulletin Crédit Suisse, mars 1979, page 6.
- 4) Schweizerische Handelszeitung, 14.2.80, page 31. Pour la Suisse, les principaux fournisseurs sont les émirats arabes (33 o/o du pétrole livré en Suisse).
- 5) W. Günthardt in Bulletin du CS, novembre 1979, page 10.
- 6) UBS, Analyses par pays, l'Arabie Saoudite, septembre 1979. L'UBS souligne pour les entreprises suisses "de réelles chances d'élargir leur part du marché" dans ce pays, surtout... dans les articles de luxe et les produits de haute technicité. Voilà pour "l'aide au développement" !
- 7) Exemple significatif de ces critères de rentabilité : les projets de complexes sidérurgiques en Arabie Saoudite ont été abandonnés vu la surproduction mondiale dans l'acier (Analyses UBS).
- 8) Les trusts suisses participent directement à cet encadrement technique, qui n'apparaît pas dans les statistiques d'échanges commerciaux (exportations dites "invisibles"). "Ces exportations invisibles ne devraient guère être inférieures aux livraisons de marchandises" avouait un banquier suisse (Bulletin CS juin 1978, page 7).
- 9) G. Walter, "L'Iran peut-il résister au blocus", Monde Diplomatique, janvier 1980.
- 10) Pour plus de détails sur les shoras, lire Inprecor no 69, février 1980 et no 70, février 1980; et dans cette brèche page 12.
- 11) A. Hottinger, Bulletin du CS, novembre 1979, page 8.
- 12) S. Turkié, "Pays du Golfe, richesse et fragilité", Monde Diplomatique, février 1980.
- 13) Cf Bulletin du CS, septembre 1977 : "Je suis très optimiste quant au développement des relations économiques irano-suisse. Les entrepreneurs suisses trouvent en Iran, où les dirigeants politiques (le chah ! réd.) se distinguent par leur dynamisme et leurs compétences économiques, un champ d'activité profitable".
- 14) Schweizerische Handelszeitung, 13 décembre 1979.
- 15) Schweizerische Handelszeitung, 20 décembre 1979.
- 16) Cité dans Monde Diplomatique, article cité, février 1980.
- 17) Newsweek, 16 juillet 1979.
- 18) Le Mois économique et financier, février 1980.
- 19) A. Granou, "Alibi pour politiques erronées", Monde Diplomatique, janvier 1980.
- 20) Calvet in Voix Ouvrière no 1, 11 janvier 1980.

pour elle la villa du chah à St-Moritz : "Nous restons calmes, mais pas inactifs", précise M. Dr Hofmann à qui, manifestement, la villa du chah a déjà été présentée comme une idylle de vacances pour les collaborateurs de la Mobag", écrit sans gêne la Schweizerische Handelszeitung 14) !

Le gel des avoirs iraniens par les USA, en "riposte" à la prise d'otages, était lui aussi prévu de longue date, comme l'ont révélé les étudiants occupant l'ambassade. "Ce que l'administration Carter a présenté comme une mesure d'auto-défense était en réalité une mesure soigneusement orchestrée", avoue de son côté la presse financière suisse 15), dont le but essentiel était de faire pression sur l'ensemble des gouvernements du Golfe pour qu'ils conservent leurs liens avec leur "protecteur" impérialiste. Un banquier explique même : "C'était un acte purement politique avalisé par le gouvernement américain, une mesure sans précédent depuis la seconde guerre mondiale" pour "faire comprendre aux pays du Golfe qu'il n'était pas de leur intérêt de prendre des initiatives inconsidérées ou de songer à transférer ailleurs tout ou partie de leurs fortunes." 16).

L'ensemble de ces mesures de guerre économique risquent toutefois de s'avérer insuffisantes si la radicalisation des masses iraniennes s'approfondit et s'étend dans la région. Et c'est là qu'il faut chercher l'origine de la gigantesque campagne sur les "menaces de guerre" et les "intérêts vitaux de l'Occident" dans le Moyen Orient, de même que le renforcement de la présence militaire US. Tout cela a pour but de préparer les conditions, politiques et militaires, d'une intervention, spécialement vis-à-vis de l'opinion publique internationale.

Les travailleurs et le mouvement ouvrier des pays impérialistes doivent dès maintenant combattre tous ces préparatifs et ces mesures de boycott. L'impérialisme n'a aucun droit sur cette région et ses ressources pétrolières !

LE PETROLE, CAUSE DE TOUS NOS MAUX ?

La campagne d'intoxication vise un autre but également : faire croire aux travailleurs que tous les maux du système capitaliste proviennent... de la hausse du prix du pétrole. En juillet 1979 déjà, le conseiller de politique intérieure de Carter, M. Eizenstad, suggérait au président de ne pas rater cette "occasion unique de consolider son leadership sur un problème apparemment insoluble, en imputant la responsabilité de l'inflation et des problèmes énergétiques à l'OPEP" 17). Qu'on se le dise !

En fait, au moment où une nouvelle récession se dessine à l'échelle internationale, on assiste au même scénario qu'en 1973/74 où la crise était attribuée au relèvement du prix du brut. Or les hausses du prix du pétrole de la fin 1979 ne sont qu'une adaptation de celui-ci au renchérissement, dont les puissances impérialistes ont largement profité, ces dernières années, envers les pays producteurs de matières premières. Comme l'indique le tableau ci-dessous, les prix des produits industriels (vendus par exemple aux pays de l'OPEP) ont crû plus vite que ceux des matières premières,

GRABEN-NUCLEAIRE, JAMAIS !

LA CAMPAGNE D'OPPOSITION A DÉBUTÉ

La publication, le 12 février dernier, de la requête visant à l'octroi d'une autorisation générale pour la centrale nucléaire de Graben implique la possibilité pour chacun (étrangers habitant en Suisse et mineurs compris) de présenter des objections, dans un délai de 90 jours. Les expériences de Kaiseraugst ont montré que le poids politique d'un nombre massif d'objections était important. Afin de manifester une nouvelle fois notre refus du programme nucléaire, il est donc nécessaire de récolter également contre Graben un grand nombre d'objections. Bien qu'elles ne puissent empêcher la construction de la centrale nucléaire de Graben, ces oppositions doivent constituer une riposte à cette nouvelle provocation du lobby nucléaire et, surtout, donner plus de poids aux antinucléaires actifs, en Haute Argovie.

Le noyau central de la requête visant à l'octroi d'une autorisation générale est constitué par la "justification du besoin pour la centrale nucléaire de Graben", car, selon la révision partielle de la loi sur l'énergie atomique, seule la preuve du besoin doit encore être apportée pour les centrales ayant déjà obtenu une autorisation de site. Cette "justification du besoin" est basée d'une part sur le Rapport des dix plus grandes centrales électriques et d'autre part sur le Rapport final de la GEK (Commission fédérale pour une conception globale de l'énergie). Le rapport des "Dix" précité s'appuie d'ailleurs sur celui de la GEK et tous deux parviennent à la conclusion que seule l'électricité obtenue par le nucléaire peut être une solution à une future pénurie d'énergie.

Les autres sources d'énergie laissées systématiquement de côté

La façon dont sont examinées, dans la "justification du besoin", les possibles alternatives à l'électricité nucléaire constitue un scandale en soi. On peut en effet y lire : "Les possibilités d'apport d'installations de production non nucléaires ne seront pas importantes jusqu'en 1990... La contribution supplémentaire provenant d'usines hydrauliques sera modeste... Les centrales thermiques utilisant du pétrole comme combustible ne sont pas souhaitées... Aux centrales thermiques à charbon s'opposent avant tout des problèmes d'environnement, mais également des raisons économiques (!)... L'apport des formes d'énergie renouvelables restera modeste jusqu'en 1990".

Il est évident que la "Centrale nucléaire de Graben SA" désire vendre le courant qui sera produit et doit par conséquent, à tout prix, fabriquer un besoin quelconque. La duperie se précise si l'on sait que ceux qui se prononceront sur cette preuve du besoin (Conseil fédéral et Parlement) utiliseront les mêmes critères (ceux du rapport de la GEK) que les promoteurs du nucléaire.

Maintenir des réserves d'énergie : argument fallacieux du lobby nucléaire

Toute l'escroquerie de la clause du besoin s'entoure de notions so-disant scientifiques telles la substitution du pétrole, la sécurité dans l'approvisionnement et les réserves d'énergie. Ces arguments nationalistes sont destinés à rendre le nucléaire plus alléchant pour la classe ouvrière et à permettre au "capital nucléaire" de gagner des points aux dépens du "capital pétrolier".

Le "maintien de réserves convenables" est clairement décrit dans le rapport de la GEK. Selon la GEK (!), "il doit être possible d'assurer l'ap-

provisionnement, même lorsque le rendement hydroélectrique ne représente que 94 o/o de ce qui avait été obtenu depuis plusieurs années et que, en même temps, la centrale nucléaire la plus grande enregistre une diminution de la production pendant tout l'hiver". Les conclusions à en tirer sont claires : chaque fois qu'une centrale nucléaire entrera en fonction, il faudra immédiatement en prévoir une deuxième pour maintenir des "réserves convenables". Leibstadt - Kaiseraugst - Graben - Verbois - Inwil - Rütli. Tout le programme nucléaire se trouve ainsi justifié. Nous ne pensons d'ailleurs pas que le lobby nucléaire renonce de lui-même à une seule de ces centrales, sans y être obligé. A Kaiseraugst, nous y sommes en grande partie déjà parvenus.

Pour la nationalisation du secteur de l'énergie

Les immenses possibilités d'économies énergétiques mises en évidence par plusieurs auteurs sont à peine mentionnées. Ces économies permettraient pourtant de réduire la consommation d'énergie sans le moindre abaissement du niveau de vie. Les capitalistes de l'énergie n'ont toutefois rien à y gagner, puisqu'en vendant moins d'énergie ils verraient leurs profits diminuer. Cela signifie concrètement que toute solution ne prévoyant pas la nationalisation du secteur de l'énergie dans son ensemble est vouée à l'échec, car la nationalisation est la condition sine qua non pour mettre fin aux mécanismes du profit qui dominent actuellement le marché de l'énergie. Même les petits pas faits vers une nationalisation globale ne doivent pas nous faire oublier cet objectif final. L'initiative pour le contrôle des Forces motrices bernoises (FMB), par exemple, doit être pour nous un instrument nous permettant de mettre en évidence les avantages d'un véritable contrôle ouvrier, un contrôle des organisations syndicales, des salariés des entreprises du secteur de l'énergie et des consommateurs. Une production énergétique adaptée aux besoins de tous signifie également tenir compte de tous les coûts sociaux, ce qui n'est possible qu'avec des entreprises nationalisées et gérées démocratiquement.

Formulez des objections contre la centrale nucléaire de Graben! Des tracts explicatifs avec lettre-formule peuvent être obtenus auprès du : Comité d'action antinucléaire, case postale 161, 2 501 Bienne.

correspondante biennoise



Contre Graben, faudra-t-il répéter Kaiseraugst ?

CONTROLLER LES FMB

Douze organisations politiques et antinucléaires ont lancé une initiative cantonale visant principalement à obtenir une plus grande transparence dans la gestion des Forces motrices bernoises SA (FMB) ainsi qu'à forcer ces dernières à abandonner la construction de centrales nucléaires.

A la fois producteur, fournisseur en gros et fournisseur direct d'électricité, les FMB sont pratiquement une entreprise à monopole, sur le territoire du canton de Berne. Ce seul fait ne serait pas trop grave, puisque seuls 5 o/o des actions sont en mains privées et que les FMB appartiennent par conséquent à 95 o/o à la population du canton. Le scandale est ailleurs. Il réside dans le fait que précisément cette même population n'a rien à dire en matière d'énergie électrique. Les FMB ont en effet le statut d'une société de droit privé. Cela signifie que la politique énergétique se fait à huis clos, dans un conseil d'administration. Même le Grand Conseil ne peut mettre son veto à des décisions relatives à l'énergie nucléaire, les tarifs d'électricité ou d'autres investissements hasardeux. Les dernières compétences que possédait le parlement cantonal dans ce domaine ont été supprimées en 1971, sur initiative de la majorité bourgeoise, juste à temps pour le lobby nucléaire. Contre le projet de centrale nucléaire à Graben, on pouvait en effet s'attendre à une opposition massive de la population. L'affaire pouvait donc ainsi être conclue tranquillement en coulisses.

L'opposition grandit

L'opposition actuelle ne se manifeste pas seulement contre les centrales nucléaires, mais également contre la toute puissante direction des FMB qui précisément est, elle aussi, à l'origine de la débâcle nucléaire.

Pourtant, aussi longtemps que les FMB resteront une société anonyme, la logique du profit jouera le rôle prépondérant. L'initiative cantonale lancée récemment vise à modifier cette situation, en transformant, par voie législative, les

FMB en une institution de droit public. Un tel changement de statut n'est que logique, si l'on considère que 92 o/o du capital action est constitué par les deniers publics (Etat de Berne + Banque cantonale). Conséquence importante de

Notre conception, à savoir que les initiatives ne doivent pas simplement servir l'image de marque d'un parti, mais permettre, avant tout, de mener avec succès une campagne unitaire, porte petit à petit ses fruits. L'initiative FMB est ainsi lancée unitairement par les organisations suivantes : Comité d'action antinucléaire Bienne, Burgdorfer Umweltgruppe, Alternative Démocratique, Emmentaler Forum Energie und Umwelt, Gewaltfreie Aktion Bern, Grabener Blatt, Kulturpolitisches Forum Burgdorf, Parti du Travail Berne, POCH Bern, Parti socialiste autonome du Sud du Jura, Ligue marxiste révolutionnaire, Ueba Bern.

cette modification : l'initiative fixe également des lignes directrices qui montrent à quoi devrait ressembler, à l'avenir, la production d'électricité :

- La production d'énergie provenant des centrales nucléaires n'est autorisée que dans le cas de Mühleberg et au plus tard jusqu'à l'expiration de sa durée de fonctionnement.
- La préférence doit être donnée aux formes de production de courant électrique décentralisées et plus respectueuses de l'environnement.
- Des ressources jusqu'à présent négligées, telles que le "couplage chaleur-force" doivent être utilisées.

De plus, les tarifs d'électricité doivent être progressifs de manière à ne plus favoriser les gros consommateurs aux dépens des petits.

Enfin l'initiative exige que les compétences les plus importantes

qui appartiennent actuellement au conseil d'administration passent au Grand Conseil, ce qui amènera une relative publicité dans la gestion. A cela s'ajoute, pour la direction des FMB, l'obligation d'informer qui n'existe pas pour le moment.

L'initiative a également ses faiblesses. Elle ne peut toucher que la production d'électricité, donc une partie seulement du secteur de l'énergie. Il n'est pas question non plus d'une nationalisation sous contrôle ouvrier. Une telle nationalisation ne peut pas, il est vrai, être obtenue par voie d'initiative, mais uniquement par une mobilisation de la classe ouvrière, qui aujourd'hui n'est pas encore possible. Le contrôle public prévu par l'initiative ne va pas aussi loin que nous l'aimons : c'est le Grand Conseil qui acquiert le plus d'importance, donc la majorité bourgeoise. Des raisons juridiques n'ont, en outre, pas permis d'intégrer dans le texte le référendum financier.

Signez l'initiative

Les avantages décisifs de l'initiative résident avant tout dans le fait qu'elle ouvre un débat public sur le problème de la nationalisation du secteur de l'énergie. La question qui se pose est simple : l'approvisionnement en énergie doit-il rester une source de profits juteux pour une minorité ou doit-il être une prestation de service pour tous.

Le contenu clairement antinucléaire, de même que des mesures telles que la fixation de tarifs progressifs nous ont également incités à soutenir activement cette initiative.

Participez à la récolte de signatures !

Des formulaires peuvent être obtenus à l'adresse suivante : LMR, case postale 13, 2 500 Bienne 4.

Correspondante biennoise

L'Anicroche no 2 est parue

L'Anicroche, journal de lutte antinucléaire et de contre-information énergétique, regroupe la presque totalité des comités antinucléaires de Suisse romande. Successeur de "Légitime Défense" et du "Neutron Libéré", il se donne pour tâches principales d'élargir le débat énergétique en le sortant des "milieux spécialisés", de faire caisse de résonance aux multiples questions que pose le choix du nucléaire et de promouvoir les énergies douces. Cette publication, bimestrielle, est la seule du genre en Suisse romande. Elle est indépendante de toute formation politique. Soutenez ce nouveau périodique des groupes antinucléaires romands en vous abonnant auprès du groupe antinucléaire de votre région (6 numéros 15.- fr., soutien 30.- fr., un numéro 2.- fr.).

Initiative pour des FMB respectueuses de l'environnement

Se fondant sur l'article 9 de la Constitution du canton de Berne, les signataires, électeurs et électrices en matière cantonale, déposent dans ce sens l'initiative populaire suivante :

Les FMB apparaîtront dans la législation comme un établissement de droit public devant fournir à la population du canton de Berne l'électricité son marché, produite en ménageant au maximum l'environnement. Les participations dans des sociétés sur territoire cantonal ainsi que l'actuelle société anonyme BSW AG seront reprises par le nouvel établissement.

On respectera les principes suivants lors de la constitution de cette société :

1. A côté de la force hydraulique, la production d'énergie doit avant tout recourir aux exploitations décentralisées utilisant des énergies renouvelables (chaleur ambiante, rayonnement solaire, force du vent, utilisation de la biomasse, etc.) et des installations appliquant le couplage chaleur-force et qui font un usage économique des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon). Le recours à l'énergie nucléaire produite par l'actuelle usine de Mühleberg n'est permis que jusqu'au démantèlement de cette centrale.
2. L'établissement est tenu d'accepter le courant étranger produit par les installations définies sous ch. 1.
3. Les tarifs de vente seront progressifs et aménagés de façon à avantager les petits consommateurs. Le prix d'achat de l'énergie devra donc en tenir compte.
4. L'entreprise devra également se conformer aux principes énumérés sous ch. 1-3 dans ses rapports contractuels avec ses fournisseurs et revendeurs.
5. Dans le cadre du droit de regard de l'Etat, les compétences suivantes sont accordées au Grand Conseil :
 - a) l'élection du Conseil d'administration. On y assure une représentation des consommateurs, des organismes de protection de la nature et des milieux défenseurs de la conception présentée au ch. 1 ;
 - b) la fixation des tarifs de vente et des prix d'achat de l'énergie ;
 - c) le contrôle annuel des comptes, du rapport de gestion, ainsi que l'affectation du bénéfice et le présent sur les investissements ;
 - d) la décision sur une prise de participation dans des entreprises privées et de participation partielle ou supérieure à 50% dans les autres sociétés. Une telle prise de participation financière ne peut se faire que si elle remplit les devoirs de l'établissement et sert la politique sociale en faveur des usagers.

Le texte alternatif de l'initiative fait foi



AUTOGESTION OUVRIÈRE ET INÉGALITÉS SOCIALES

Isolée entre la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme, la révolution yougoslave, après la rupture décidée par Staline (cf la brèche no 226) devait compter sur ses propres forces. Celles-ci ont été avant tout les ressources d'une économie socialisée, stimulées par une certaine activité des masses dans le cadre de l'autogestion ouvrière. Mais l'héritage que laisse Tito n'est pas sans lourdes contradictions sociales.

Dans les années 50, la Yougoslavie a connu l'un des taux de croissance les plus élevés du monde¹⁾, plus élevé encore que les autres Etats ouvriers. Evidemment, le point de départ était celui d'un pays sous-développé et, malgré une industrialisation rapide (industrie : 29,4 o/o du produit social brut en 1947, 48,3 o/o en 1964), les résultats restent en deçà du niveau des pays capitalistes développés. Dans ces conditions, l'apport d'investissements capitalistes, comme il a été favorisé depuis 1964, crée un risque réel de restauration de la domination des lois du marché au profit d'entreprises plus concurrentielles.

L'autogestion ouvrière

Une croissance aussi forte est cependant impensable sans une participation active des masses. Malgré toutes ses limites, "l'autogestion ouvrière" instaurée en 1950 en a été un vigoureux moteur. Toute entreprise est en effet gérée par un conseil ouvrier, élu au scrutin secret par les travailleurs et qui peut, dans le cadre des plans centraux et communaux, fixer les objectifs de production de l'entreprise, nommer et révoquer le directeur, embaucher et licencier les ouvriers, fixer les salaires et les variations de prix autorisées. Depuis 1958, les conseils ouvriers déterminent le fonds des salaires selon les résultats de l'entreprise, après paiement de ce qu'elle doit à la communauté. Le conseil

ouvrier a ainsi pouvoir de décision sur environ 40 o/o du chiffre d'affaires.

Ce système "d'autogestion", limité il est vrai à l'entreprise, a créé un rapport de forces favorable aux travailleurs. Plus d'un directeur a été révoqué pour son "bureaucratisme", et surtout les salaires réels ont augmenté plus vite que prévu, même plus vite que la productivité (ce qui n'est pas sans susciter des difficultés), laissant aux travailleurs le sentiment d'exercer un certain contrôle sur le produit de leur travail. Les investisseurs étrangers, soumis à des conditions précises (réinvestissement obligatoire, participation limitée à 49 o/o et surtout gestion de l'entreprise par les conseils ouvriers), ne s'y sont pas trompés, hésitant à investir vu "la difficulté de concilier la protection des investissements avec le principe de la gestion ouvrière"²⁾ !

De fortes inégalités

Si ce système a permis, jusqu'à aujourd'hui, une capacité de défense ouvrière incomparablement plus grande que dans n'importe quel autre "pays de l'Est", y compris par la grève qui est légale, il n'a cependant pas permis de surmonter les contradictions sociales les plus importantes. Dans les conseils ouvriers, la participation est surtout le fait des ouvriers qualifiés et des techniciens³⁾. Ce phénomène est accru par la forte croissance du

chômage depuis la réforme économique de 1964 qui a laissé plus de marge aux entreprises, accroissant du même coup les différences de rentabilité entre secteurs, régions et entreprises. Le chômage élevé (environ 200 000 dans le pays plus près d'un million émigrés) n'est en effet pas seulement dû aux difficultés objectives (industrialisation proportionnellement trop lente par rapport à la surpopulation agricole) mais tient aussi au fait que, tout "autogérées" qu'elles sont, les entreprises restent soumises aux pressions du marché. A tel point que le gouvernement a dû réintroduire un contrôle plus strict des investissements étrangers et des prix, surtout après la vague de grèves et de luttes étudiantes de 1968/69 qui s'était clairement opposée aux inégalités sociales et à la réintroduction des critères de rentabilité, des licenciements.

Une enquête récente (on n'en trouve pas de telles en URSS !³⁾) montre les inégalités profondes que ce système "d'autogestion décentralisée" a créées en Yougoslavie. Dans la région de Split, 74,4 o/o des ouvriers non qualifiés, 69,7 o/o des ouvriers semi-qualifiés, 47 o/o des ouvriers qualifiés et 33,3 o/o des ouvriers hautement qualifiés avaient en 1972 un revenu familial de 500 dinars et moins (revenu minimum existentiel estimé à 400-500 dinars).

A cela s'ajoutent les disparités régionales encore très fortes, malgré l'industrialisation plus rapide des régions moins favorisées. En Croatie surtout, plus directement orientée vers l'exportation et le tourisme et donc plus sensible aux pressions du marché extérieur, le conflit contre le gouvernement fédéral a pris des



L'autogestion n'empêche pas une bureaucratie d'Etat

proportions aiguës, surtout lorsque celui-ci est intervenu pour limiter les devises étrangères laissées aux entreprises et non rétrocédées à la Banque fédérale.

Autogestion et pouvoir politique

L'origine la plus importante de ces difficultés n'est pas d'ordre économique mais politique. Si la classe ouvrière jouit, dans les entreprises, d'un certain rapport de forces favorable, elle reste atomisée dans le cadre de "l'autogestion décentralisée". Les choix fédéraux centraux, qui déterminent le cadre de la pla-

nification et du développement économique dans son ensemble, restent le privilège d'une couche de spécialistes dans l'appareil d'Etat. Le pourcentage des ouvriers dans l'Assemblée fédérale a passé de 8 o/o en 1958 à 1 o/o en 1970; dans les instances locales il a passé de 56,5 o/o en 1957 à 35,9 o/o en 1972. Tandis que la part des professions hautement qualifiées dans l'Assemblée fédérale a crû de 21 o/o en 1958 à 68 o/o en 1969³⁾. B. Vuskovic en conclut : "Le déplacement des ouvriers vers les cadres et spécialistes dans toutes les instances fédérales et des Républiques est l'expression claire de l'usurpation techno-bureaucratique du surplus créé par le travail - une usurpation sanctionnée de facto par la redistribution du pouvoir social et de l'influence".

"L'autogestion décentralisée" sans démocratie ouvrière sur le plan politique laisse donc la place à la formation d'une couche bureaucratique à la tête de ce système "autogéré" et de l'Etat. Contrairement à tous ceux qui spéculaient sur le "retour au capitalisme" de la Yougoslavie, celui-ci ne s'est pas produit. La part du secteur privé reste faible (environ 20 o/o), celle des investissements étrangers minime (0,75 o/o en 1968). En revanche, c'est au sein de l'appareil bureaucratique que tendent à s'exprimer les tendances les plus favorables à une restauration des lois du marché, contre lesquelles, à plusieurs reprises, les travailleurs yougoslaves se sont défendus (surtout dans les grèves de 1968/69). Cette capacité de résistance de la classe ouvrière est l'héritage de la longue lutte de résistance et des expériences de l'autogestion, malgré ses limites. C'est elle qui sera déterminante, après la mort de Tito et les tensions qu'elle suscitera inévitablement dans la bureaucratie et la société yougoslave, pour assurer et développer la gestion ouvrière jusqu'à la gestion par les travailleurs de toute la société.

M. T., 12 mars 1980

1) cf C. Samary : "Yougoslavie, capitalisme ou socialisme". Critiques de l'économie politique 7/8 1972. Cet article donne une vue synthétique du développement de l'économie et de la société yougoslave.

2) Rapport de l'OCDE sur les investissements en Yougoslavie, cité par C. Samary.

3) Boris Vuskovic "Inégalités sociales en Yougoslavie" New Left Review 95/ janvier 1976.

POLOGNE :

POUR LA LIBERATION DE ZADROZYNSKI

Nous publions ci-dessous un communiqué concernant le procès d'E. Zadrozynski en Pologne. La LMR s'associe pleinement à la campagne de défense qui est organisée autour de ce procès qui constitue une grave atteinte aux droits démocratiques. Nous appelons en particulier tous les militant(e)s du mouvement ouvrier, toutes les organisations ouvrières - en particulier le PdT - à manifester leur solidarité avec E. Zadrozynski et à répondre à l'appel du comité constitué à Genève pour la libération de ce dernier.

Communiqué du Comité pour la libération d'Edmund Zadrozynski

Le 25 février 1980 les autorités polonaises ont ouvert le procès d'Edmund Zadrozynski emprisonné arbitrairement depuis 8 mois à Torun. Ce procès se déroule à Grudziadz, dans la ville où Edmund Zadrozynski travaillait comme ouvrier fondeur.

Edmund Zadrozynski oeuvrait à la constitution de syndicats libres et c'est en 1977 qu'il adhéra au KSS-KOR (Comité d'Autodéfense Sociale créé à la suite des grèves de 1976 - Radom et Ursus -).

Il contribua également à l'apparition du journal ouvrier indépendant "Robotnik" ("L'Ouvrier"), qui est actuellement diffusé clandestinement à 15 000 exemplaires.

L'accusation portée contre lui - vol et violence envers sa famille -

reposait essentiellement sur le témoignage de son fils. Lors de la première audience celui-ci s'est rétracté en déclarant que c'était sous la pression des autorités que ses aveux lui avaient été arrachés (voir Le Monde du 26. 2. 80). Malgré l'effondrement de l'accusation le procès se poursuit.

Les informations que nous a fait parvenir un avocat français mandaté sur place nous font craindre une lourde condamnation.

A travers ce procès, c'est toute l'opposition ouvrière polonaise qui est menacée.

Les actes de provocation, les agressions, les assassinats et les "procès", internements psychiatriques, qui frappent actuellement l'ensemble des opposants ouvriers en Tchécoslovaquie (Charte 77, VONS), en URSS (SMOT), en Roumanie (SLOMR) démontrent que l'issue du procès de Zadrozynski

est un enjeu majeur pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Dans ce cadre les éditeurs de Robotnik ont lancé un appel à l'ensemble des organisations ouvrières - syndicales et politiques, démocratiques.

Sur la base de cet appel s'est constitué à Genève le 4 mars 1980 un "comité pour la libération d'Edmund Zadrozynski" regroupant les organisations suivantes : Parti Socialiste Genevois, Comité de Solidarité Socialiste avec les Opposants des Pays de l'Est (CSSOPE), Ligue Marxiste Révolutionnaire, Comité Contre la Répression, Groupe Trotskiste de Suisse.

Ce comité s'engage à mettre tout en oeuvre pour obtenir la libération d'Edmund Zadrozynski. S'appuyant sur les 2 200 signatures récoltées à ce jour il appelle toutes les organisations ouvrières - politiques et syndicales, démocratiques, et chacun à soutenir cette campagne, à envoyer des télégrammes de protestation à l'ambassade de Pologne à Berne (Ambassade de la République Populaire de Pologne, Elfenstrasse 20, 3 600 Bern) et à prendre contact avec notre comité : Comité pour la libération d'Edmund Zadrozynski, p.a. François Brüttsch, 29 rue de Carouge, 1 205 Genève.

Genève, le 5 mars 1980

Lettre de la LMR à la Mission Permanente polonaise à l'ONU

Monsieur le représentant,
La Ligue Marxiste Révolutionnaire exige la libération immédiate d'Edmund Zadrozynski, membre du KSS-KOR et éditeur de Robotnik. Ce procès, qui suit les procès intentés à des membres du SMOT, en URSS, à des membres du VONS et de la Charte 77, en Tchécoslovaquie, témoigne de la volonté d'interdire l'existence de toute forme de mouvement organisé qui échappe au contrôle du Parti et de l'Etat, des organes de répression. Les conditions scandaleuses dans lesquelles se déroule ce procès font de celui-ci un véritable déni de justice.

Nous savons que ce procès se déroule sans que soit prise en considération la rétractation du principal témoin à charge de l'accusation.

Le refoulement à la frontière d'un observateur suisse, avocat mandaté par la Ligue suisse des Droits de l'Homme, les Juristes progressistes, le Comité contre la répression, le Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est montre la volonté de votre gouvernement d'échapper à l'opprobre que ce procès ne peut manquer de faire rejallir sur lui.

LMR, Genève, 3 mars 1980

AFGHANISTAN :

Les fruits pourris d'une politique bureaucratique

Au moment même où Brejnev fait certaines ouvertures face aux propositions des pays capitalistes européens de "neutraliser" l'Afghanistan, l'armée soviétique accentue son engagement sur le terrain pour réduire la guérilla islamique. Ces deux faces de la politique du Kremlin peuvent apparaître contradictoires. Elles ne le sont pas car elles sont toutes deux en fait l'expression d'une politique fondamentalement contre-révolutionnaire, d'une politique qui ne tient compte en aucune manière des aspirations des masses afghanes mais qui est entièrement soumise à la défense des intérêts d'une couche sociale parasitaire privilégiée, conservatrice en URSS même, la bureaucratie. C'est la raison pour laquelle la LMR a condamné l'intervention militaire soviétique en Afghanistan comme un maillon de plus dans la politique du Kremlin et cela du point de vue des intérêts des masses afghanes et de ceux du prolétariat mondial.

Toute l'intervention soviétique se fait au mépris des sentiments démocratiques et nationaux des ouvriers et paysans afghans

Les derniers événements de Kaboul, la grève du bazar, les diverses manifestations contre le régime de Karmal et contre les troupes soviétiques constituent sans aucun doute un tournant dans l'évolution des confrontations de classes en Afghanistan. Les dirigeants de la guérilla islamique, les féodaux, jouant sur les sentiments nationalistes exacerbés par l'intervention militaire soviétique ont réussi à rassembler, dans leur combat contre le gouvernement du PPDA et les troupes soviétiques, des secteurs importants de la petite bourgeoisie urbaine et une partie des masses plébiennes.

C'est en fait la politique de Karmal, comme celle de la bureaucratie soviétique, et non la force militaire

ou politique de la guérilla, qui a donné toujours plus de terrain aux rebelles islamiques. Le gouvernement du PPDA a multiplié "les gestes de bonne volonté" à l'égard de personnalités "neutres", ayant eu des responsabilités sous l'Ancien régime de Daoud. Ainsi, des anciens ministres de Daoud ont été libérés, ils ont même pu s'exprimer à la télévision. A ces ouvertures politiques correspondent des concessions toujours plus grandes dans l'application des réformes sociales. Ces pas en arrière du PPDA, loin de permettre une réconciliation nationale à la sauce stalinienne, n'ont abouti qu'à rétrécir encore davantage la base sociale du régime et à encourager la masse des paysans pauvres hésitant entre les deux camps à rejoindre celui des féodaux. L'utilisation qui serait faite par l'armée soviétique d'armes et de moyens militaires (napalm, gaz, bombardements massifs) qui touchent toute la population indistinctement —

même s'il faut certainement beaucoup relativiser les "informations" données par la grande presse et qui reprennent des nouvelles d'agences installées dans les villes frontières du Pakistan ou en provenance directe des bureaux du Département d'Etat à Washington — ne peut que contribuer plus encore à faire perdre tout crédit à une politique de réformes défendue de cette manière par les dirigeants de Kaboul. Car la différenciation d'un point de vue politique et militaire entre paysans riches et paysans pauvres, dans le cadre de la réforme agraire, est la question clé de la révolution permanente en Afghanistan.

Quant aux ouvertures diplomatiques du Kremlin, en vue d'une éventuelle neutralisation de l'Afghanistan, cette "solution" à la crise afghane signifierait ni plus ni moins la victoire des forces semi-féodales et de la bourgeoisie commerçante afghane et par conséquent l'écrase-

ment et la défaite de tout le mouvement ouvrier et paysan. Le retrait des troupes du Kremlin en faveur d'une soi-disant neutralisation de l'Afghanistan serait l'aveu le plus criant des vraies raisons de l'intervention soviétique : non pas la défense du camp des réformes contre celui de la réaction, mais la défense avant tout d'intérêts stratégiques et militaires de la bureaucratie qui voulait maintenir l'ordre sur ses frontières.

La bureaucratie soviétique se trouve placée objectivement devant le dilemme suivant depuis les derniers événements en Afghanistan : soit imposer par la répression la plus brutale — à la manière dont elle asseoit aujourd'hui son pouvoir en URSS — une transformation des rapports de propriété en Afghanistan (mais tout laisse à penser, comme le montrent les dernières ouvertures diplomatiques de Brejnev, que l'URSS ne veut pas favoriser la constitution d'un Etat ouvrier afghan), soit retirer ses troupes avec ce que cela implique pour les masses afghanes (un retour à l'exploitation par les féodaux, des massacres pour les paysans qui ont participé à la réforme agraire comme ceux perpétrés par le chah après son retour en Iran en 1953 consécutif au renversement de Mossadegh). Dans la guerre civile qui a lieu aujourd'hui en Afghanistan, la politique du PPDA et de la bureaucratie soviétique a été à l'inverse d'une politique qui aurait permis de gagner contre la guérilla islamique, une politique qui aurait favorisé l'auto-organisation et l'auto-défense des masses et qui aurait mis en oeuvre immédiatement un programme de réformes pour briser le front "d'unité nationale" qu'ont pu créer les forces bourgeoises et féodales, en masquant leurs intérêts de classe derrière la défense de l'indépendance nationale contre l'invasion étrangère.

L'actualité de la révolution politique en URSS

Les conséquences catastrophiques pour le mouvement ouvrier international de la politique de la bureaucratie en Afghanistan mettent à l'ordre du jour la nécessité de la révolution anti-bureaucratique en URSS. La politique du Kremlin est non seulement opposée à cent pour cent aux intérêts du prolétariat mondial mais elle met en danger les bases même de l'Etat ouvrier en URSS. Ainsi au moment où se déchaîne une campagne de presse chauvine et anticommuniste sans précédent, les marxistes révolutionnaires soulignent l'importance pour les forces du mouvement ouvrier de soutenir activement les revendications démocratiques de tous les opposants en Union soviétique, celles en particulier de l'opposition ouvrière, comme la constitution de syndicats libres. Les travailleurs, les paysans et les soldats soviétiques ont en effet la tâche historique de mettre à bas la caste bureaucratique qui a usurpé, à son profit, les acquis de la Révolution d'Octobre.

Vincent

NICARAGUA

LE SABOTAGE DE LA BOURGEOISIE

Les capitalistes nicaraguayens multiplient leurs manœuvres pour vider de son contenu le plan de relance économique pour 1980, adopté par la junte de gouvernement. Patronat et propriétaires terriens s'opposent aux priorités fixées par ce plan concernant le développement des services sociaux, la création d'emplois, la limitation des loyers, le maintien de la nourriture à bas prix, pour maintenir leurs profits avant tout. La "résistance" bourgeoise prend diverses formes : refus de participer aux efforts pour contrôler la spéculation sur les prix de vente des produits, stockage par les commerçants des denrées alimentaires. Le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et l'Union des producteurs agricoles (UPANIC), organisation de grands propriétaires terriens, s'opposent à la politique gouvernementale au nom du respect du libre jeu de la loi de l'offre et de la demande et menacent de la grève des investissements : par exemple les planteurs de coton de la province de Chinandega ont donné au gouvernement jusqu'au 31 mars pour définir son prix, ses taxes et sa politique de travail dans l'industrie cotonnière, en menaçant de ne pas investir dans l'ensemencement pour la prochaine récolte. Cette offensive économique et idéologique, portée par le quotidien bourgeois "La Prensa" et les stations de radio bourgeoises est relayée par la politique de l'impérialisme américain qui met de nombreuses conditions pour offrir son aide de 75 millions de dollars au Nicaragua, alors qu'au Salvador des dizaines de millions de dollars sont prêts sans conditions à la junte militaire pour qu'elle se maintienne en place.

Le FSLN affirme que seul l'approfondissement de l'engagement des organisations et de la conscience de classe des travailleurs peut faire avancer la révolution face aux multiples pressions des forces contre-révolutionnaires. La tâche prioritaire de l'heure est la consolidation des syndicats, en élargissant la compréhension que les travailleurs ont du rôle clé qu'ils doivent jouer dans le processus révolutionnaire en cours. La Centrale Sandiniste des Travailleurs (CST) déclare, face à la politique du COSEP : "seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout, seule leur force organisée permettra la victoire". Ainsi les sandinistes ont par exemple cherché et réussi à convaincre les travailleurs en grève du moulin à sucre de San Antonio dans le département de Chinandega¹⁾ de renoncer à leurs revendications salariales dans l'intérêt général de la classe ouvrière dont une partie importante est encore au chômage. Et lorsque dans certains cas ces efforts échouèrent, le gouvernement accorda à chaque fois des augmentations de salaire, assorties d'autres mesures comme l'établissement de bas prix sur certains articles dans les quartiers populaires. Le FSLN privilégie, à juste titre, une politique d'amélioration générale des conditions de vie des travailleurs par maintien et extension du salaire réel plutôt que par des augmentations qui pourraient facilement être rongées par l'inflation. Pour faire échec aux thésauriseurs et aux spéculateurs, le FSLN a annoncé que ceux-ci auraient à faire face à des poursuites s'ils ne cessaient pas immédiatement leurs actes de sabotage. De plus une nouvelle loi institue un plafond des prix pour une dizaine de denrées de base qui seront étroitement surveillées par les Comités de Défense Sandinistes (CDS), les syndicats et autres organisations de masse. Le FSLN, face à l'opposition de la bourgeoisie au processus de reconstruction nationale, accentue la mobilisation des travailleurs autour des CDS et de la Centrale Sandiniste des Travailleurs.

Vincent

1) Dans ce moulin à sucre, les travailleurs sont parmi les mieux payés du Nicaragua. Tout arrêt de la production engendre d'énormes pertes en devises pour le gouvernement, nécessaires pour payer l'importation de denrées vitales à l'amélioration économique du niveau de vie des masses. Après 3 jours de grève, ces travailleurs ont été convaincus de reprendre le travail par un dirigeant du FSLN.



ZIMBABWE :

Raz-de-marée électoral contre le régime raciste

Au-delà de toute attente, les élections des 27, 28 et 29 février, pour les quatre-vingts sièges parlementaires attribués à la communauté noire, auront été l'expression de l'engagement profond de la population aux côtés des nationalistes qui ont mené la guérilla. Avec une participation électorale de 94 o/o, la ZANU-PF de Mugabe obtient 62,9 o/o des suffrages et 57 sièges, soit la majorité parlementaire absolue. Le Front patriotique de N'Komo, 24,1 o/o des suffrages et une vingtaine de députés.

Les résultats reflètent assez fidèlement les rapports de forces qui s'étaient mis en place à l'époque de la lutte armée, N'Komo faisant le plein des voix dans son ethnie et ses quelques zones d'influence militaires. L'échec retentissant de l'UANC de Muzorewa qui, avec 8,2 o/o des voix, n'obtient que trois députés, démontre clairement le sentiment populaire de rejet des leaders trop ouvertement compromis avec le régime raciste de Smith.

Les masses populaires africaines, en votant pour la ZANU-PF de Mugabe ont voulu donner leurs voix à des leaders "neufs", au langage radical; elles en espèrent en retour une amélioration de leurs

conditions de vie.

Le demi-échec de N'Komo est donc aussi le résultat de sa perte de prestige, du fait de ses nombreuses tentatives de compromis avec Ian Smith de par le passé. Ce dernier aurait même demandé aux entrepreneurs blancs d'inciter leurs ouvriers noirs à voter pour N'Komo.

Un gouvernement de la ZANU-PF, sans doute associée au Front patriotique, va prochainement être formé, mais déjà Mugabe a annoncé qu'il serait ouvert à diverses personnalités compétentes, de toutes races.

Toutefois, les fortes potentialités de mobilisations populaires qu'expriment, de manière déformée, ces

élections qui se sont malgré tout déroulées sous l'encadrement des forces répressives rhodésiennes et des militaires du Commonwealth, sont lourdes d'affrontement de classes à venir.

Des affrontements à venir

Mugabe a pourtant tenu à donner aux dirigeants racistes de Rhodesie et d'Afrique du Sud toutes les garanties possibles. Ainsi, il rencontra le général Walls, chef des forces armées rhodésiennes au Mozambique, le 27 février, pour lui promettre le maintien à leurs postes des responsables militaires racistes. De la même manière des rencontres secrètes ont eu lieu avec des dirigeants sud-africains. Le problème de la future armée, qui devrait être composée des forces rhodésiennes actuelles moins les mercenaires et des armées de guérilla de la ZANU-PF a aussi donné toutes les garanties possibles aux capitalistes. La volonté de "réconciliation nationale" qui anime indifféremment Mugabe et N'Komo, risque fort de ne pas suffire à éviter l'"algérianisation" de la situation et la multiplication de provocations de la part d'extrémistes coloniaux.

La bourse de Salisbury ne s'est pas effondrée, ce qui témoigne plutôt de la volonté actuelle de la communauté blanche de "voir venir" les événements. Mais les concessions de Mugabe lors de son discours post-électoral, où il promet des "réformes graduelles", ne pourront qu'être perçues par les masses populaires noires comme en deçà de leurs espérances d'en finir avec le régime raciste.

V. Kermel



Mugabe : à l'unisson avec les masses ?

EL SALVADOR : UNE GUERRE CIVILE RAMPANTE

Tout faire pour gagner du temps et éviter la contagion de la révolution nicaraguayenne, telle est la politique de Washington au Salvador. Appliquant la théorie des dominos, l'impérialisme américain cherche à tout prix à éviter un nouveau Nicaragua, une nouvelle victoire d'une révolution des ouvriers et des paysans en Amérique centrale. Pour cela, le gouvernement américain a repris la fourniture massive d'armes à la junte salvadorienne — une aide militaire de 7 millions de dollars, l'envoi d'instructeurs pour entraîner l'armée et pour mener à bien une vaste offensive contre les organisations révolutionnaires. Ce plan d'aide spéciale qui prévoit un prêt de 49,8 millions de dollars comprenant 25 millions pour le développement économique, 15 millions pour les garanties des investissements dans le domaine de la construction, 4,8 millions de "nourriture pour la paix" et 5 autres de fonds de soutien économique, est le prix que paie l'administration Carter pour obtenir de la junte l'application d'une série de réformes et pour essayer de convaincre les capitalistes de continuer à investir. Car la détérioration de la situation économique due à la multiplication de fermetures d'usines et aux réductions de personnel accroît fortement les tensions sociales. Le refus, dans les campagnes, de la part des grands propriétaires fonciers d'ensemencer leurs terres ne peut que favoriser le développement d'un mouvement paysan très large. L'impérialisme américain fait tout pour désamorcer cette situation explosive. Mais dans un tel baril de poudre, les affrontements décisifs avec le mouvement de masse ne sauraient être longtemps retardés. Toute la politique américaine vise à s'y préparer, militairement si nécessaire, afin de liquider la révolution en marche au Salvador.

Un pays à sang et à feu, un pays pillé par l'oligarchie

En 1979 on compte plus de 1 000 morts et disparus au Salvador. Tous les jours la presse fait état de meurtres de manifestants, d'ouvriers grévistes, de paysans qui occupent leur terre. Les forces de répression sont à l'origine de ces assassinats, mais aussi des bandes paramilitaires, comme l'Union des guerriers blancs ou surtout la puissante Organisation démocratique nationaliste (ORDEN) qui étend ses réseaux de délateurs et de tueurs dans tout le Salvador, qui enlèvent, torturent, abattent des militants de gauche, des syndicalistes. L'histoire du Salvador depuis 1931, c'est l'histoire de coups d'Etat, de pronunciamientos, d'élections truquées qui permettent à l'état-major de l'armée d'"occuper" sans discontinuité le gouvernement. Cette prédominance du "parti des militaires" ne doit pas cacher la force de la bourgeoisie salvadorienne, une des plus puissantes de toute l'Amérique centrale. 14 familles contrôlent en effet, avec leurs associés et leurs familles alliées, toutes les affaires du pays. Elles ont construit leur richesse sur la propriété des terres, la culture du café qui assure, à lui seul, les deux tiers des ressources en devises du pays : le Salvador est le sixième producteur mondial de café et le troisième exportateur après le Brésil et la Colombie. La richesse des seigneurs du café provient de la formidable exploitation des travailleurs sans terre engagés comme saisonniers. Les conditions de travail et salariales misérables des "peones" salvadoriens se maintiennent entre autres sous la pression que représentent les 45 0/0 de chômeurs parmi les paysans sans terre. Le taux d'analphabétisme atteint, dans les zones rurales, 75 0/0 et l'on assiste à une véritable paupérisation absolue de la paysannerie, entièrement dépendante de l'oligarchie terrienne.

Celle-ci, grâce aux capitaux qu'elle a pu accumuler par cette exploitation brutale, s'est peu à peu reconvertie dans la banque, elle a développé un secteur agro-industriel, une industrie de montage (composantes électroniques) et de sous-traitance, profitant de la création d'une zone franche, une véritable enclave impérialiste sans droit de douane, le Marché commun centro-américain. L'industrialisation accélérée et les transformations dans l'agriculture ont accéléré l'urbanisation et la constitution d'une classe ouvrière industrielle qui représente aujourd'hui environ 15 0/0 de la population active. Incapable de sortir le pays du sous-développement et de régler les deux grands problèmes structurels que sont le chômage massif et l'inégalité de la répartition des revenus, et compte tenu également des difficultés conjoncturelles — fermeture du mar-

ché hondurien à la suite de la guerre du football et répercussion de la crise économique mondiale —, l'industrialisation et ses conséquences expliquent la nouvelle montée des luttes au Salvador. Pour la première fois, le centre de gravité des luttes de classes s'est déplacé des campagnes vers les villes.



Un mouvement ouvrier riche en tradition

Dans les années 1920, sous l'impact de la révolution russe, un premier mouvement révolutionnaire se structure. En 1930, le Parti communiste du Salvador (PCS) est formé; il défend de manière correcte l'articulation entre lutte anti-impérialiste et révolution socialiste. Ce PC devient vite hégémonique dans le mouvement syndical, il s'implante fortement dans le prolétariat agricole. Dès sa création, le PCS se donne pour but d'organiser une insurrection de ce prolétariat et de relayer ainsi la guérilla sandiniste qui se développe dans la même période au Nicaragua. L'insurrection est déclenchée le 22 janvier 1932, mais l'armée réussit à écraser le mouvement insurrectionnel dans le sang, les organisations ouvrières sont décapitées. Cette répression — 30 000 peones sont exécutés — préfigure un demi-siècle de république militaire et a contribué à affaiblir les illusions du mouvement de masse sur le rôle progressiste de la "bourgeoisie nationale". La révolution cubaine en 1959 va donner un second souffle au mouvement ouvrier salvadorien. Une tendance de gauche se développe au sein du PCS dans le contexte du débat entre la direction cubaine et les partis communistes qui ont une stratégie légaliste et d'alliance avec leur bourgeoisie na-

tionale. La rupture intervient en 1969, à l'occasion de la guerre du football¹⁾, où la majorité droite de la direction du PCS prend fait et cause pour sa bourgeoisie nationale; la minorité, qui comprend de nombreux cadres ouvriers, rompt avec le PCS et les militants de cette tendance vont jouer un rôle de premier plan dans la formation des premières organisations politico-militaires, en particulier les Forces populaires de libération Farabundo Martí (FPL).

L'ERP (Armée révolutionnaire du peuple) se développe de son côté à partir de la radicalisation des courants chrétiens progressistes. Les FLP et l'ERP vont vite se trouver dans une impasse avec leur stratégie guérillériste. Les conditions géographiques du Salvador ne se prêtent pas à la guérilla et son échec laisse le champ libre en 1972 aux manœuvres électorales de l'opposition bourgeoise qui présente un démocrate-chrétien, Duarte, aux élections présidentielles, candidature soutenue du reste par le PCS sous le sigle de l'Union démocratique nationale (UDN). L'oligarchie et l'armée doivent alors recourir à la fraude la plus éhontée pour faire "élire"

leur candidat, le colonel Molina. La répression s'accroît encore sous la poigne de fer du ministre de la Défense, le général Humberto Ro-

destine et d'un front de masse qui utilise toutes les ressources de la légalité :

* Les FPL et leur front de masse le BPR. C'est le courant majoritaire. Il a les liens les plus étroits avec Cuba. Très sectaire à l'égard des autres composantes de la gauche révolutionnaire, il défend une stratégie de "guerre révolutionnaire prolongée" et de constitution à travers ce processus d'une armée ouvrière et paysanne.

* Les FARN (Forces armées de la résistance nationale) et leur front de masse le FAPU, principalement implanté en milieu urbain.

* L'ERP-PRS (Parti de la révolution salvadorienne) et leur front de masse les Ligues Populaires du 28 février, davantage implantées dans le prolétariat agricole.

Politiquement, ces deux derniers courants ont des positions assez proches. Ils mettaient en avant le mot d'ordre de "gouvernement populaire ouvrier et paysan" et préconisaient une politique d'alliance antidictatoriale semblable à celle du FSLN. L'ERP-PRS est plus claire que le FAPU sur le caractère socialiste de la révolution salvadorienne et insiste sur l'importance d'une coordination des forces révolutionnaires latino-américaines. Le déve-

lopement de ces trois courants révolutionnaires, qui structurent quelque 100 000 adhérents et sympathisants, a été lié à leur capacité d'arracher au PCS la direction des principales organisations syndicales et de commencer à structurer et diriger les luttes paysannes.

Le bilan des élections de 1977 va aussi amener une certaine clarification : "l'élection" du général Romero par une fraude massive contre le candidat des partis bourgeois d'opposition va marquer, pour les masses salvadoriennes, un nouvel échec de la stratégie électoraliste mise en oeuvre par le PCS. L'année 78 est d'ailleurs caractérisée par une intensification sans précédent des luttes de classe, une répression policière et paramilitaire accrue contre les organisations révolutionnaires et le début de mouvements de grèves et d'agitation agraire. En mai 79, Romero, pour tenter d'en finir avec cette montée des luttes, décrète l'état de siège. Mais l'impact de la victoire sandiniste de juillet 79 est énorme au Salvador. Il oblige Romero, sous la pression du Département d'Etat américain, à faire des promesses d'ouverture et de libéralisation du régime. Le coup d'Etat du 15 octobre, organisé avec la compli-

city de Washington, va conduire à des démarcations décisives parmi les forces d'opposition. Le Parti démocrate chrétien et le Mouvement national révolutionnaire²⁾ qui avait formé le "foro popular", soutenu par l'Eglise et l'UDN au moment de "l'ouverture" politique sous le régime Romero, vont appuyer la nouvelle junte issue du coup d'Etat militaire. Cette junte sera même qualifiée de "progressiste" par Moscou et l'UDN, mais pas par La Havane ! Les trois organisations révolutionnaires qui avaient participé, avant le coup d'Etat d'octobre, d'un point de vue tactique à ce "foro popular" — tout en cherchant à organiser les masses pour déclencher l'insurrection selon le modèle des sandinistes — vont dénoncer la nouvelle junte. Elles rompent avec le "foro popular" et vont se faire les porteuses des revendications des masses rendant ainsi plus évidente encore l'incapacité de la junte à résoudre les aspirations de celles-ci et à appliquer un programme de réformes. L'oligarchie et les capitalistes locaux, malgré les pressions américaines, préfèrent la solution du génocide, de la "paix des cent mille morts", à celle d'un réformisme aléatoire. La junte ne tarda pas à précipiter son discrédit aux yeux des masses par une accentuation de la répression et son immobilisme, sinon sa complicité, face à la politique des propriétaires terriens. Elle est devenue le symbole même, par sa politique, de la crise de direction de la bourgeoisie. Son bilan est lourd : plus de 400 assassinats ont été perpétrés ces derniers mois, les disparitions de dirigeants syndicalistes et d'organisations de gauche se multiplient, la troupe investit les usines en grève et les villages paysans et les bandes d'extrême-droite continuent à agir en toute impunité.

La crise politique a culminé de telle sorte que les ministres de l'UDN et du MNR ont dû quitter en décembre le gouvernement. Sous l'impact de la montée impétueuse des luttes, une coordination révolutionnaire s'est mise en place qui regroupe les trois principales organisations d'extrême-gauche, BPR, FAPU et L28 ainsi que l'UDN. Cette coordination est un cadre adéquat de front unique, elle doit permettre de préparer l'affrontement final. Cette unité a en outre favorisé la relance, à un niveau supérieur, du mouvement de masse : manifestation du 22 janvier réunissant 200 000 personnes, grève générale de protestation contre le meurtre de 60 manifestants. Mais la révolution salvadorienne doit surmonter d'énormes difficultés : construction d'organes unitaires à la base pour unifier dans le combat contre la dictature le mouvement ouvrier et paysan, unification réelle des forces révolutionnaires pour construire un parti capable de diriger la révolution, préparation de la bataille finale contre l'impérialisme, l'oligarchie, l'armée et les groupes paramilitaires qui ont tous eux aussi tiré les leçons de la victoire sandiniste au Nicaragua. Une intervention militaire directe des troupes du CONDECA (Alliance militaire des USA et des dictatures militaires d'Amérique centrale) est à craindre; elle risque de faire pencher la balance très rapidement du côté de la réaction si une guerre civile devait durer aussi longtemps qu'au Nicaragua. Il est donc urgent de préparer des actions de solidarité avec la révolution salvadorienne. La LMR y contribuera de toutes ses forces.

Vincent / M. R.

mero. Durant cette période, un débat sur la stratégie révolutionnaire se développe dans l'extrême-gauche salvadorienne.

Pour la première fois également, un secteur progressiste apparaît dans l'Eglise salvadorienne. Rappelons qu'en 1932 cette Eglise avait salué la boucherie (30 000 peones exécutés) comme la manifestation d'une justice immanente de Dieu contre le bolchévisme ! Le mouvement ouvrier salvadorien connaît donc un lent processus de recomposition en profondeur : le puissant Syndicat des enseignants ANDES et la Fédération chrétienne des paysans (FECCAS) participent en 1974 à la création du FAPU (Front d'action populaire unifié) avant de rejoindre en 1975 le BPR (Bloc populaire révolutionnaire). En 1972, se forme la Fédération nationale des travailleurs salvadoriens (FENASTRAS) à la suite de la scission de 18 syndicats de la Confédération générale des syndicats pro-gouvernementale. En quelques années, les organisations d'extrême-gauche vont arracher au PCS le contrôle du mouvement syndical et paysan.

Les trois courants de la gauche révolutionnaire et l'impact de la victoire sandiniste

Chaque courant dispose d'une organisation politico-militaire clan-

l'impact de la révolution cubaine en 1959 va donner un second souffle au mouvement ouvrier salvadorien. Une tendance de gauche se développe au sein du PCS dans le contexte du débat entre la direction cubaine et les partis communistes qui ont une stratégie légaliste et d'alliance avec leur bourgeoisie na-

"L'élection" de Romero et le coup d'Etat d'octobre

Le bilan des élections de 1977 va aussi amener une certaine clarification : "l'élection" du général Romero par une fraude massive contre le candidat des partis bourgeois d'opposition va marquer, pour les masses salvadoriennes, un nouvel échec de la stratégie électoraliste mise en oeuvre par le PCS. L'année 78 est d'ailleurs caractérisée par une intensification sans précédent des luttes de classe, une répression policière et paramilitaire accrue contre les organisations révolutionnaires et le début de mouvements de grèves et d'agitation agraire. En mai 79, Romero, pour tenter d'en finir avec cette montée des luttes, décrète l'état de siège. Mais l'impact de la victoire sandiniste de juillet 79 est énorme au Salvador. Il oblige Romero, sous la pression du Département d'Etat américain, à faire des promesses d'ouverture et de libéralisation du régime. Le coup d'Etat du 15 octobre, organisé avec la compli-

1) Guerre du football : en 1969, après des émeutes à l'issue d'un match entre deux équipes de football hondurienne et salvadorienne, une guerre opposa les deux Etats.

2) Formation bourgeoise affiliée à la Deuxième Internationale.

Interview d'étudiants islamiques à l'ambassade des Etats-Unis

LES CRIMES DU SHAH

Nous publions ci-dessous des extraits d'une interview des occupants de l'ambassade américaine faite au début de cette année à Téhéran par nos camarades du "Militant", l'hebdomadaire du SWP, le Socialist Workers Party, qui, du fait de la législation américaine réactionnaire, ne peut être affilié à la IVe Internationale. La commission de l'ONU qui a pour but de mener l'enquête sur les crimes du chah afin d'aboutir à la normalisation des relations entre les Etats-Unis et le régime iranien est encore loin d'avoir atteint ses objectifs. Certes les étudiants ont annoncé qu'ils étaient prêts à remettre les otages de l'ambassade au Conseil de la Révolution, mais la Maison Blanche n'est pas disposée à céder aux exigences posées par Beni Sadr sous la pression des mobilisations anti-impérialistes pour obtenir la libération des otages. Et le nouveau président de la République islamique doit trouver une nouvelle formule de compromis "acceptable" devant tenir compte à la fois de la nécessité pour Téhéran de normaliser ses rapports avec Washington et de la permanence des mobilisations de masse. Déjà des manifestations viennent d'avoir lieu, devant l'ambassade, contre la remise des otages au Conseil de la révolution et en soutien des étudiants islamiques.

Ceux qui osent aujourd'hui crier avec les loups, en parlant d'un "retour au Moyen Age" en Iran, se sont tus au moment où le shah commettait ses pires forfaits, peut-être, selon ces soi-disant défenseurs des droits de l'Homme, au nom de la civilisation. Ils n'ont rien dit contre les chambres de torture, les fours crématoires, les mutilations infligées aux prisonniers, les camps de concentration de la SAVAK. Le 8 septembre 1978, par exemple, la troupe ouvrit le feu à Téhéran sur des manifestants : on devait dénombrer plus de 3 900 corps à la morgue du cimetière de Bebechte Zabra.

L'interview ci-dessous montre très clairement que les étudiants islamiques ne sont pas ces "fanatiques" que la bourgeoisie et la presse dite d'information dénoncent. Au contraire ils font appel à la solidarité internationale de tous les peuples, et si nous sommes opposés à l'appel à la solidarité entre toutes les classes sociales qu'ils prônent avec l'Islam, si même celui-ci représente un obstacle important à surmonter pour le développement dans une direction socialiste de la révolution iranienne, nous sommes entièrement au côté des occupants de l'ambassade américaine et des masses ouvrières et paysannes iraniennes en lutte contre l'impérialisme et sa barbarie sanglante.

Question : Vous avez fait appel au peuple américain pour qu'il soutienne votre combat contre le gouvernement des Etats-Unis. Vous appuyant sur la profonde opposition qui a existé aux Etats-Unis même contre la guerre du Vietnam, pensez-vous pouvoir gagner la solidarité avec les peuples d'Iran ?

Réponse : Nous pensons que l'impérialisme américain, avec son cortège de misère et d'oppression, a dominé tous les peuples du monde, les a utilisés et exploités.

Les armes, la misère, le mensonge

Les Etats-Unis ont dominé les peuples du Tiers Monde par les armes et la misère et les peuples des pays industrialisés par l'idéologie de la consommation, par l'ignorance, par les moyens d'information et autres dispositifs mensongers, conçus pour les tromper.

Les oppresseurs tentent de détruire les peuples qui veulent la liberté quand ils se battent pour obtenir leur libération et leur indépendance.

Aux Etats-Unis, les différents secteurs de l'administration et les différents partis — nous pensons qu'ils ont tous la même nature — ne se soucient que de leurs propres intérêts; leur seul but est de gagner la présidence.

Les crimes du Parti républicain, dans notre pays, sont absolument clairs pour nous. Le coup d'Etat (qui a rétabli le chah au pouvoir en 1953) se produisit

alors que le président était républicain.

Mais, aujourd'hui, le Parti Républicain déclare que c'est à Carter d'expliquer les crimes du chah pendant les deux dernières années du régime. C'est absolument inacceptable pour nous.

Le peuple des Etats-Unis connaît ces crimes, il a vu les 100 000 cadavres des martyrs de notre révolution, et maintenant on essaie de lui expliquer que tous ces crimes ne se sont produits que pendant les deux dernières années du régime.

L'Imam (Khomeini) a dit que sera constitué un tribunal qui jugerait sous les ordres de qui agissait le chah pendant les 25 années de son règne. De plus, le chah, lui-même, a déclaré que, s'il était jugé, il faudrait alors juger aussi tous les présidents des Etats-Unis qui ont été au pouvoir pendant cette période. Cela montre bien comment l'existence du gouvernement des Etats-Unis a reposé sur le crime, l'oppression et les massacres. Et nous espérons que le peuple américain comprendra et protestera. (...)

Ce qui s'est passé au moment du Vietnam en donne la preuve. Quand le peuple américain a compris ce qu'il arrivait au peuple vietnamien courageux et combatif, il se mobilisa pour le soutenir. La preuve des crimes qui ont été perpétrés en Iran, c'est les 100 000 blessés, les dossiers de l'ambassade et la misère. Mais malheureusement le gouvernement américain déforme la vérité; aux Etats-Unis, il fait pression sur les étudiants



Les crimes de la SAVAK : ce jeune garçon a eu les bras coupés par la Savak devant son père pour que celui-ci révèle des informations.

islamiques iraniens qui nous aident à faire connaître les crimes de ce pays. Le gouvernement ne leur permet pas d'utiliser leurs maigres ressources pour faire connaître la réalité au peuple américain. (...)

Question : Des milliers de personnes dont la plupart appartiennent aux couches les plus pauvres, sont venues à l'ambassade des Etats-Unis pour soutenir la demande de retour du chah pour qu'il soit jugé. Quelle est la signification de la révolution iranienne dans leur vie ?

Réponse : Au nom de Dieu, le miséricordieux, celui qui fait miséricorde, la révolution islamique en Iran est un mouvement vivant; nous y participons; toutes les couches du peuple ont fait l'unité.

Pendant des années, le peuple iranien a horriblement souffert sous le joug du régime Pahlavi. Ce régime, pour assurer sa domination et accroître sa puissance, a placé la société iranienne sous l'influence des Etats-Unis et l'a rendue vulnérable.

Le chah a massacré notre peuple

Le chah a pris le pouvoir grâce à un coup d'Etat orchestré par les Etats-Unis. Il a plusieurs fois massacré le peuple dans la rue. En une année, il a tué 150 000 personnes. Les sinistres prisons du chah sont célèbres dans le monde entier. C'est là qu'ils ont torturé les combattants et la jeunesse iranienne.

Ce régime a détruit notre agriculture. Au lieu de préparer des récoltes pour nous nourrir, ils ont

ensemencé nos champs de cultures inutiles pour nous. Ils ont détruit notre économie et notre culture.

Ce régime se disait islamique, mais, en réalité, il trahissait l'ensemble de la nation. Alors, quand les masses ont pris conscience de ces réalités, elles se sont révoltées contre leur principal ennemi.

Cette révolution s'est orientée vers la construction d'une société fondée sur l'islam : une société de justice, sans misère ni oppression. (...)

Question : Vous avez accueilli du 3 au 9 janvier, à Téhéran, une réunion internationale des mouvements de libération. Quels étaient les objectifs de cette réunion et comment situez-vous la révolution iranienne par rapport aux mouvements de libération nationale partout dans le monde ?

Réponse : Le but recherché en réunissant les mouvements de libération à Téhéran, c'était de les faire venir ici, de leur montrer et de leur faire comprendre notre révolution, notre peuple, les crimes du chah.

Dans ce pays, il y a 100 000 personnes mutilées qui sont les preuves incontestables des crimes du chah. Des villages et des villes entières sont construits en torchis. Il y a des cimetières entiers où sont enterrés nos martyrs — des jeunes, des enfants — qui se sont battus, qui se sont soulevés contre les oppresseurs. Nous voulons faire connaître ces faits et ces crimes aux peuples du monde entier. Nous voulons leur apprendre nos méthodes de lutte.

C'est le peuple, le meilleur juge

Les tribunaux internationaux sont sans valeur. Les tribunaux doivent être aux mains des nations opprimées. Nous pensons que les meilleurs juges, ce sont les peuples de ces nations. Eux, mieux que tout autre, peuvent juger. Nous pensons que les faits doivent être connus de tous les peuples du monde.

Si c'était possible, nous ferions venir tous les peuples opprimés en Iran. Comme cela n'est pas possible, nous avons invité leurs représentants. (...)

Le shora islamique de la General Motors

GM Iran compte 3 050 salariés et monte de "belles américaines" et des véhicules utilitaires. Ses actions étaient réparties entre la multinationale US (45 o/o), un affairiste iranien, président de la Banque Dariush (45 o/o), les 10 o/o restant avaient été généreusement donnés à la Fondation Pahlavi — fondation "charitable" qui était en fait le centre nerveux du royaume impérial. L'usine était fortement contrôlée par la SAVAK et ses syndicats jaunes. Un premier shora (conseil ouvrier) se forma après le vendredi noir, le vendredi du massacre du 8 septembre 1978, puis la résistance ouvrière se développa sans relâche dans l'usine. La direction américaine décida alors le lock-out de l'entreprise qu'elle dut pas la suite rouvrir à la suite de la permanence des mobilisations ouvrières.

Deux semaines avant le renversement du chah, un nouveau shora a été élu à bulletins secrets et commença à prendre le contrôle de la production. Un comité de recherche technologique où furent invités les techniciens et les ingénieurs fut mis en place qui présenta un plan de reconversion industrielle. Après le départ des techniciens américains, ce sont les travailleurs qui ont exercé un véritable droit de veto sur toutes les décisions concernant l'entreprise.

Le shora de la GM a pris contact directement avec les sept autres usines de montage automobiles et avec d'autres firmes pour assurer une reconversion industrielle. Sur le plan des salaires, le shora a décidé de baisser de manière drastique les hauts salaires et d'augmenter les bas salaires. Les 150 travailleurs qui avaient été licenciés pour fait de grève ont été réintégrés et ont reçu leurs arriérés de salaires. Les cadences ont été considérablement ralenties et le climat dans l'usine a complètement changé.

Le shora de la GM a été à l'initiative de la constitution du Shora islamique des travailleurs de Téhéran qui regroupe les shoras de 78 entreprises. En terme de contrôle ouvrier, d'ouverture des livres de comptes, de contrôle de la production, le shora de la GM est l'un des plus avancés.